

Université Lyon 2
Institut d'Etudes Politiques de Lyon
Alfandari François
Démocratie en Amérique Latine
Sous la direction de David Garibay

**AU CROISEMENT DE DEUX NOTIONS
PARTI POLITIQUE ET MOBILISATION
SOCIALE : L'ETUDE D'UNE RELATION
ASYMETRIQUE**

*Le cas du Parti de la Révolution Démocratique dans
la mobilisation postélectorale au Mexique en 2006*

Mémoire soutenu le 07-09-2010

Table des matières

Remerciements . .	5
Introduction . .	6
I Parti politique et mobilisation sociale, quelle relation ? . .	7
A Les partis politiques . .	7
B Action collective, mobilisation sociale et mouvement social . .	9
C Articuler parti politique et mobilisation sociale . .	10
II Le PRD : un parti dans la transition démocratique . .	11
A Transition démocratique . .	11
B Le PRD . .	12
Partie 1 : De la campagne présidentielle à la mobilisation postélectorale . .	16
Chapitre 1 : Une campagne et un scrutin controversés . .	16
I La campagne de 2006 . .	16
II Le scrutin du 2 juillet . .	20
Chapitre 2 : La fraude électorale, construire un argumentaire . .	23
I Le « buzz » des résultats . .	23
II « Le fantôme du conflit postélectoral revient au pays » . .	24
III La fraude électorale . .	27
Chapitre 3 : Une biographie politique d'Andrés Manuel López Obrador . .	29
I Lutter pour la démocratie . .	29
II Diriger le PRD . .	31
III Accéder au pouvoir : l'expérience de la présidence de la Ville de Mexico, transparence et gestion alternative. . .	32
IV « AMLO », un leader charismatique . .	34
Partie 2 : Les ressources et le répertoire d'action de la mobilisation postélectorale . .	36
Chapitre 4 : Le PRD à la base de la mobilisation . .	36
I La mobilisation des ressources à partir de l'analyse d'Oberschall . .	36
II Le poids des carrières militantes . .	40
III Le cas du plantón à Mexico . .	41
Chapitre 5 : Le répertoire d'action collective de la mobilisation . .	42
I De la manifestation aux Assemblées informatives . .	42
II L'occupation de l'espace public : le mega plantón . .	45
III La non-violence, une caractéristique du répertoire d'action de la mobilisation . .	49
IV La Conférence nationale démocratique (CND), un répertoire d'action spécifique . .	50
Conclusion . .	53
I Retour théorique sur la relation entre parti politique et mobilisation sociale . .	53
II Limites et pistes à approfondir . .	55
Bibliographie . .	56
Ouvrages . .	56
Articles . .	56
Sites internet . .	57

Autres sources . .	57
Annexes . .	58
Annexe 1 : Chronologie de la mobilisation contre la fraude . .	58

Remerciements

Je tiens à remercier tout particulièrement David Garibay, mon directeur de mémoire, pour son suivi tout au long de l'année et ses conseils précieux. Je tiens également à remercier ma mère pour sa relecture attentive et tous ceux qui au cours de discussions m'ont donné des conseils et des pistes pour mon travail.

Introduction

Le 2 juillet 2006, plus de 71 310 976 mexicains sont convoqués aux urnes pour élire un nouveau Président. Mais au soir du scrutin, la jeune démocratie mexicaine n'est pas en mesure de déclarer un candidat vainqueur. Andrés Manuel López Obrador du Parti de la révolution démocratique (PRD) et Felipe Calderón Hinojosa du Parti d'action nationale (PAN) sont au coude à coude. Quelques 500 mille voix les séparent. L'Institut fédéral électoral (IFE) estime qu'il faut attendre le recompte par district qui se réalisera quatre jours plus tard, pour être en mesure d'annoncer le successeur de Vicente Fox. Mais le lendemain, López Obrador dénonce une fraude électorale massive, contre sa personne, l'empêchant d'être élu. Le PRD va déposer plusieurs recours devant le Tribunal électoral fédéral. Parallèlement, il va construire un argumentaire autour de la revendication du recompte voix par voix, qu'il mettra en œuvre dans la mobilisation la plus importante qu'ait connu le Mexique depuis la Révolution victorieuse de 1917. Le 8 juillet, 500 mille personnes répondent à l'appel de López Obrador et se réunissent sur le Zócalo de Mexico pour la première Assemblée Informativa. Cette date marque le commencement du conflit qui durera jusqu'au 4 septembre, jour où le Tribunal électoral rendra sa décision.

Le 12 juillet, à l'appel du PRD, 300 marches partent de chaque district de la République pour converger sur le Zócalo le 16 juillet, date de la seconde Assemblée informative. Une troisième aura lieu le 30 juillet, jour de l'appel de López Obrador pour mettre en place un *plantón*. Entre temps, des actions directes se sont déroulées à travers tout le pays. Des sympathisants du PRD envahissent des supermarchés en criant des slogans tels que « Voix par voix, urnes par urnes ». D'autres se réunissent devant les sièges locaux de l'IFE pour y clamer leur opposition à un système politique qu'ils jugent corrompu.

La caractéristique principale de cette mobilisation, outre le nombre gigantesque de mobilisés, est l'installation d'un campement sur l'avenue Reforma, l'axe centrale du centre névralgique de la ville. Jours et nuits, des milliers de personnes dansent, jouent de la musique, organisent des parties de football ou des ateliers artistiques, échangent et discutent de leurs impressions sur la lutte qu'ils sont en train de mener. Les médias engagent une campagne violente de dénonciation de ce que l'on appelle le *mega-plantón*, en invoquant des pratiques antidémocratiques, ou comme le dirait une journaliste de Televisa, un des deux grands groupes privés, « ce n'est plus un plantón mais un blocus ».

Le 4 septembre le Tribunal électoral déclare Felipe Calderón Président. Malgré de nombreuses irrégularités reconnues par les juges, notamment lors de la campagne électorale, le Tribunal a jugé qu'elles n'étaient pas déterminantes dans le résultat final et qu'il n'y avait donc pas de fraude reconnue. Andrés Manuel López Obrador et le PRD sont déboutés.

Nous traiterons ici de cette mobilisation postélectorale. Pour cela, nous avons choisi un angle d'attaque particulier, celui de la relation entre la mobilisation contre la fraude et le PRD. Cette approche relève plus largement d'un questionnement théorique relatif au croisement de deux notions, mobilisation sociale et parti politique.

I Parti politique et mobilisation sociale, quelle relation ?

La science politique a très longtemps étudié de manière séparée parti politique et mobilisation sociale, donnant lieu à deux littératures conséquentes. Le travail que nous proposons ici a pour objectif de mettre en relation l'étude d'un parti politique avec une mobilisation sociale. Il conviendra avant tout, de définir tour à tour ces deux objets d'étude, non pas d'une manière exhaustive, mais en présentant les principales approches théoriques et les grands débats relatifs à ces deux concepts, avant de voir comment, ensemble, ils peuvent s'articuler. Cette première partie de l'introduction quelque peu théorique, se veut un point d'appui pour les développements qui suivront.

A Les partis politiques

Pour appréhender la notion de parti politique, nous partons de la définition que donnent Lapalombara et Weiner¹ en 1966, qui comprend quatre grandes caractéristiques. Tout d'abord, il s'agit d'une organisation durable dont la durée de vie est supérieure à celle de ses dirigeants. Ensuite, des organisations locales, présentes sur tout le territoire, sont en relation de manière plus ou moins fréquente avec un centre national. Les dirigeants ont par ailleurs la volonté délibérée de prendre et d'exercer le pouvoir, ce qui distingue donc les partis politiques des lobbys qui ne font qu'influencer le pouvoir. Enfin, les partis politiques recherchent, grâce à l'élection ou par toute autre manière, un soutien populaire. Cette définition, « restrictive » selon les termes de Michel Offerlé, exclut par exemple de fait la gamme des partis régionalistes ou des micro-partis. Mais Lapalombara et Weiner ont davantage cherché à mettre sur pied un type-idéal de définition du parti politique à partir de laquelle des analyses plus profondes peuvent se développer.

D'autres approches centrées sur des séries de facteurs plus homogènes ont participé au travail de définition et de classification des partis politiques. Le débat entre Maurice Duverger et Georges Lavau² dans les années 50 est en fait un débat entre une explication endogène des partis politiques et une explication exogène. La première se concentre sur la nature même des organisations, sur leur fonctionnement interne, et aboutit à la célèbre typologie entre parti de cadre et parti de masse. La seconde, se veut une critique de la première et cherche à replacer l'analyse des partis politiques dans leur environnement national, historique, culturel et social.

L'analyse du fonctionnement interne du PRD le classifie en grande partie dans la catégorie des partis de masse. En effet, les procédés de décisions internes (ou tout au moins dans les textes) sont soumis à la sanction des militants qui jouent un rôle important dans la vie partisane. L'organigramme représentant les relations entre les différents échelons pourrait s'apparenter à une pyramide. La partie supérieure correspond à une direction exécutive nationale, cadrée et contrôlée par la base militante, cette caractéristique étant l'apanage des partis de masse. Si l'étude de Duverger est nécessaire, elle ne permet pas en revanche de comprendre la genèse du PRD, son positionnement dans le système politique mexicain, ses orientations programmatiques et idéologiques, encore moins son rôle dans

¹ Offerlé Michel, *Les partis politiques*, PUF, 2008

² Haegel Florence, « Les partis vus de France et d'ailleurs », in *Partis politiques et système partisan en France*, Haegel Florence (dir.), Presse de Science-Po, 2007

la transition mexicaine. La sociologie politique des partis ne peut donc se réduire à l'étude d'un cas, sans prendre en considération son environnement politique, social, historique ou culturel.

D'autres approches dites organisationnelles ou entrepreneuriales existent, mais nous ne jugeons pas utile de les présenter ici. Ces théories sociologiques s'arrêtent à des explications techniques sur les règles et les relations de pouvoir internes aux partis politiques. Elles refusent de fait, de prendre en compte les idéologies, les rapports aux institutions ou au mouvement social, ce qui par conséquent pose un certain nombre de problèmes pour l'étude de la relation entre un parti politique et une mobilisation sociale.

Si la démocratie est caractérisée par le pluralisme politique, alors c'est qu'il existe une lutte entre plusieurs partis politiques pour l'accès aux postes de décisions. Le combat politique entre les différentes organisations est réglementé de manière formelle par la loi et de manière informelle par les procédures et règles dont se dotent les acteurs politiques. Intervient donc la notion de système partisan pour comprendre comment se structurent les systèmes de relations entre partis politiques. Daniel-Louis Seiler a proposé une définition du système partisan comme « l'ensemble structuré constitué des relations tantôt d'opposition, tantôt de coopération qui existent entre les partis politiques agissant sur la scène politique d'une même société politique »³. Tout système partisan se doit d'être analysé de manière dynamique. Les relations entre partis sont en mouvements permanents et ne sauraient être appréhendées de manière figée. Le programme, le positionnement idéologique, la stratégie adoptée à un moment donné par un parti politique, ne peuvent être compris sans une analyse de sa relation avec les autres partis. Plus en aval dans ce travail, nous ne pourrions comprendre des choix opérés par le PRD, sans prendre en compte son positionnement ou son statut au sein du système partisan mexicain face au Parti de la Révolution Institutionnelle (PRI) et au PAN notamment.

Au cours de notre travail, nous prendrons en considération de façon importante l'approche par les trajectoires militantes. Il ne s'agit pas de considérer les parcours individuels comme des fins en soi, mais bien plus comme un point d'appui à part entière, comme le sont les analyses en termes de mobilisation des ressources ou du choix rationnel. Approche apparue récemment en science politique, elle prend sa source dans la sociologie interactionniste et soulève la question de l'interaction entre le parcours militant et l'organisation structurée. Comme le note Florence Joshua, « l'action est appréhendée de manière processuelle, comme la résultante de l'interaction entre une histoire individuelle et un contexte structurel »⁴. Autrement dit, dans quelle mesure la rencontre entre une carrière militante spécifique d'un côté et un parti politique de l'autre, permet-elle de renforcer à la fois le capital politique du militant et les ressources politiques de l'organisation ? Le cas du PRD est très flagrant, puisque des militants multipositionnés⁵ issus du mouvement social mexicain, en entrant au PRD, ont permis au parti de se doter de ressources spécifiques relatives à la capacité de mobilisation. Parallèlement, nombre de militants ont pu se professionnaliser en étant élus comme représentant du PRD dans les instances de décisions des états ou au niveau fédéral.

³ Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Armand Colin, coll. Cursus, 1993, p.121

⁴ Joshua Florence, « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », *Partis politiques et système partisan en France*, Haegel Florence (dir.), Presse de Science-Po, 2007, p.28

⁵ Nous développeront plus tard cette notion. Pour le moment contentons-nous de définir le multipositionnement comme étant le fait pour un militant d'appartenir à plusieurs organisations politiques.

Après avoir défini ce que nous entendons par parti politique, attachons-nous maintenant à la deuxième notion qui nous intéresse, celle de mobilisation sociale.

B Action collective, mobilisation sociale et mouvement social

Ces trois termes sont souvent confondus ou utilisés à mauvais escient. Nous essayerons dans cette partie de les définir avec précision afin de percevoir leurs points communs et différences, afin de faciliter l'étude de cas que nous avons choisie.

L'action collective est pour Charles Tilly « la coordination des efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagés »⁶. Mais cette définition reste large et ne prend pas en compte la dimension de conflit. En effet, pour Tilly, « l'essentiel de l'action collective se déroule en dehors de la politique du conflit », étant donné que cette notion recouvre des réalités diverses comme « une équipe de football, mais aussi une Eglise, une association, un groupe d'habitants du quartier qui décident de nettoyer tous ensemble un terrain vague »⁷. Comme le souligne Erik Neveu, « pour être banalement employé, le terme d'action collective n'est pas sans poser problème »⁸. Trop souvent la notion d'action collective est utilisée à propos d'actions qui ont pour objectif le changement social, confondant des types d'actions différentes. Ainsi l'action collective des étudiants contre un projet de loi portant sur les universités serait au même niveau que les locataires d'un immeuble qui feraient signer une pétition pour faire repeindre les façades. Si effectivement dans les deux cas, un groupe de personnes se mobilisent pour satisfaire un intérêt propre, la portée n'est pas la même. Les étudiants affrontent l'Etat lorsque les locataires affrontent la régie de l'immeuble. Par conséquent, la notion d'action collective peut tout aussi bien recouvrir un conflit entre la puissance publique et des groupes sociaux identifiés, comme un conflit entre groupes sociaux et institutions privées. D'ailleurs, selon Charles Tilly, « la plupart des actions collectives s'effectuent sans conflit important et sans impliquer l'Etat »⁹. Il s'agit donc de se méfier de la notion d'action collective, imparfaite parce que trop générale. Le type d'action collective qui nous intéresse dans ce travail est celle qui a pour objectif le changement social, nous parlerons alors de mobilisation sociale.

La mobilisation sociale pose un certain nombre de questions. Qui dirige la mobilisation ? Comment ? Contre qui ou quoi ? Il s'agit donc d'identifier premièrement des acteurs de la mise en œuvre de la mobilisation : individus, partis politiques, associations, syndicats... Ces acteurs se dotent de structures éphémères dans lesquelles vont agir les composantes de la mobilisation. Surgissent alors la question de la direction et de la démocratie. Enfin, comme le souligne Erik Neveu, la mobilisation doit développer une « logique de revendications, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause »¹⁰. En outre, une mobilisation relève d'un temps court. Si nous reprenons l'exemple des étudiants, lutter contre un projet de loi précis permet de constater un début et une fin clairement identifiables. En revanche, les luttes pour l'émancipation de la femme ou contre le réchauffement climatique se situent sur un temps long, voire extrêmement long, plusieurs décennies. Nous parlerons alors de mouvement social.

⁶ Tilly Charles, Tarrow Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Presse de Sciences-Po, 2008, p.21

⁷ *Ibid.*, p.22

⁸ Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux, La découverte*, coll. Repères, 4^{ème} édition, 2005, p.6

⁹ Tilly Charles, Tarrow Sidney, *op. cit.*, p.22

¹⁰ Neveu Erik, *op. cit.*, p.9

Un mouvement social, à la différence d'une mobilisation sociale, est « une campagne durable de revendication, qui fait usage de représentations répétées pour se faire connaître du plus large public et qui prend appui sur des organisations, des réseaux, des traditions et des solidarités »¹¹. Un mouvement social est donc caractérisé par la durabilité de ses revendications, par l'émergence de réseaux propres qui regroupent une pluralité d'acteurs et qui sont associés à des symboles propres. Les réseaux écologiques regroupent par exemple aussi bien des associations que des partis politiques ou des syndicats qui se sont dotés du vert comme couleur. Mais, comme le note Charles Tilly, les mouvements sociaux sont apparus en occident il y a quelques siècles et sont aujourd'hui encore rares dans une grande partie du monde¹².

Pour conclure sur les distinctions que nous venons de soulever entre ces trois notions, une action collective peut être sous certains aspects, si elle pose la question du changement social, une mobilisation sociale, elle-même pouvant être partie prenante d'un mouvement social plus large. Nous analyserons la mobilisation postélectorale de 2006 au Mexique comme étant un type d'action collective visant le changement social, tout en appartenant également au mouvement pour la démocratisation qui s'exprime depuis la fin des années 60.

Après avoir défini successivement, parti politique et mobilisation sociale, voyons comment peuvent se croiser ces deux notions.

C Articuler parti politique et mobilisation sociale

La relation entre parti politique et mobilisation sociale peut prendre trois formes distinctes. :

1. Un parti politique et une mobilisation sociale peuvent être déconnectés l'un de l'autre, malgré le fait que les deux aient des revendications identiques.

2. Le parti politique n'est qu'un élément de la mobilisation sociale, il n'a pas de place particulière et apporte ses ressources à l'action collective comme les autres acteurs.

3. Le parti politique domine la mobilisation sociale, soit parce qu'il l'a initiée, soit parce qu'il la diffuse, soit parce qu'il est en capacité d'offrir des ressources économiques, techniques ou symboliques importantes.

Cette relation doit être pensée de manière dynamique et non figée. Une éventuelle analyse doit porter sur les facteurs expliquant le passage d'une situation à une autre. Le PRD se veut en 1989 le porte-parole de la démocratisation. L'arrivée de « concurrents », comme l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) en 1994, replace le PRD comme un des acteurs des mobilisations pour la démocratie. Nous verrons que 2006 marque un certain retour de la domination du PRD grâce au capital et ressources politiques qu'a acquis l'organisation au travers de son histoire et de son institutionnalisation notamment.

Par ailleurs, nous posons comme hypothèse de départ à ce travail, que la troisième des situations que nous venons de présenter est celle de la mobilisation postélectorale contre la fraude de 2006, dans laquelle le PRD était l'acteur dominant.

¹¹ Tilly Charles, Tarrow Sidney, *op. cit.*, p.27

¹² *Ibid.*

II Le PRD : un parti dans la transition démocratique

Le Parti de la révolution démocratique s'est voulu l'instrument pour mettre en œuvre de manière effective la démocratie au Mexique. Son histoire est liée à celle du processus de transition démocratique. Pour cela, nous traiterons dans un premier temps de la notion de transition démocratique, croisée au cas mexicain, puis nous aborderons l'histoire du PRD.

A Transition démocratique

En Amérique Latine, à partir de la fin des années 80, les régimes autoritaires et les dictatures vont successivement tomber, la junte militaire argentine en 1983, Stroessner au Paraguay en 1989, Pinochet au Chili en 1993... S'ouvre alors une période dite de transition démocratique. Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter ont travaillé sur ce sujet et ont défini la transition comme « l'intervalle qui s'étend entre un régime politique et un autre »¹³. La transition à la démocratie est donc le laps de temps qui s'écoule entre la chute d'un régime autoritaire et l'avènement d'un second, dont les règles qui le régissent correspondent à celles de la démocratie libérale (élections libres, suffrage universel, liberté d'expression et d'information...). Les deux auteurs distinguent dans le processus de transition plusieurs phases, dont celle de la libéralisation. C'est « le processus qui redéfinit et élargit les droits »¹⁴. La loi de 1977 au Mexique, la Loi fédérale d'organisation politique et de procédures électorales (LFOPPE), ouvre à la compétition électorale le système de parti unique. Le Parti Communiste mexicain est légalisé, un temps de parole public est garanti pour l'opposition qui peut s'exprimer plus librement, le nombre de députés augmente, passant de 186 à 400, ce qui permet à différents partis d'être représentés au Parlement. Dès lors, un système et une compétition pluralistes commencent à apparaître. S'en suit alors la phase de démocratisation, lorsque « s'impose aux gouvernants l'obligation de respecter la légitimité des options résultant de la délibération »¹⁵. Il y a démocratisation lorsque les gouvernants respectent et se soumettent à la sanction du suffrage universel. En 2000, le PRI est défait lors de l'élection présidentielle, laissant le pouvoir au PAN de Vicente Fox. Or, il nous paraît difficile de mesurer la démocratie uniquement par le respect du scrutin. Le degré de liberté d'expression, le niveau d'organisation de la société, la quantité et la qualité du débat démocratique sont autant de facteurs à prendre en compte dans la mesure de la démocratie. De plus, le processus de transition à la démocratie n'est rien d'autre qu'une succession de flux et reflux, la transition mexicaine en est à cet égard un bon exemple. Si l'on considère le mouvement étudiant de 1968 comme le début de la transition, nous notons un progrès conséquent jusqu'à la loi de 1977. Mais, en 1988, la fraude électorale de Carlos Salinas de Gortari marque un net recul dans la démocratisation. Puis, l'élection de 2000 souligne une nouvelle avancée dans la transition grâce à l'alternance. Enfin, l'élection de 2006 et le soupçon de fraude traduit un nouveau recul dans la consolidation des acquis démocratiques. Le processus de démocratisation mexicain, bien que globalement caractérisé par un progrès croissant, n'échappe pas à la règle d'une consolidation qui par définition n'a pas de fin.

¹³ O'Donnell Guillermo, Schmitter Philippe C., *Transiciones desde un gobierno autoritario*, tomo 4 « Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas », PAIDOS, p.19

¹⁴ *Ibid.*, p.20

¹⁵ *Ibid.*, p.21

Les théories des transitions démocratiques peuvent se regrouper autour de deux grands pôles, les transitions négociées par le haut et les transitions par la mobilisation. O'Donnell et Schmitter insistent davantage sur la première. Le processus de démocratisation est une négociation entre élites dirigeantes qui au sein des institutions recherchent le compromis. *Los duros* et *los blandos*¹⁶, se livrent une bataille à l'intérieur même des structures du régime. La possible intégration des opposants les moins radicaux peut permettre l'institutionnalisation d'un débat et de règles tendant vers la démocratie. Les opposants vont alors négocier « un pacte », c'est-à-dire « un accord explicite entre un ensemble d'acteurs qui tâchent de définir les règles qui régissent l'exercice du pouvoir »¹⁷. Le modèle idéal-typique proposé par ces deux auteurs pose deux problèmes. Tout d'abord, ils se basent sur une analyse du choix rationnel et font par conséquent abstraction des rapports de force entre les groupes. Ils n'expliquent pas non plus clairement comment et pourquoi s'ouvre à un moment précis le processus de transition. D'autre part, l'explication de la transition négociée ne s'applique pas totalement au cas qui nous concerne. En effet, la transition par la mobilisation est plus à même de caractériser le processus mexicain. Le PRD, mais aussi le PAN et de nombreux autres acteurs politiques et syndicaux, malgré des différences de degré, ont défié le pouvoir autoritaire via la mobilisation et la lutte politique. Les marches, les manifestations ou même la lutte armée clandestine ont marqué la période de démocratisation. Nous reviendrons plus en détail sur le rôle qu'a eu à tenir le PRD. Pour le moment, il s'agit simplement de comprendre qu'il existe deux formes de transition démocratique. Toutefois, ces dernières ne s'opposent pas. Dans chaque processus de transition démocratique se retrouvent les deux formes, ce qui change c'est la place qu'elles peuvent prendre l'une par rapport à l'autre. La mobilisation peut précéder la négociation, la mobilisation peut être un point d'appui pour la négociation, ou encore la mobilisation peut être l'unique moyen choisi par l'opposition.

B Le PRD

Le Parti de la révolution démocratique est créé le 26 mai 1989. Son slogan « *democracia ya ! Patria para todos !* » (La démocratie tout de suite ! la patrie pour tous !), symbolise la volonté première du PRD, à savoir lutter pour la démocratie et le respect de la légalité.

1 Un parti pour la démocratie

Pour l'élection présidentielle de 1988, Cuauhtémoc Cárdenas était à la tête du Front Démocratique National (FDN), une union entre le Parti socialiste mexicain¹⁸, le Courant

¹⁶ Terminologie utilisée par les auteurs : *Los blandos* (littéralement les mous) sont une partie de l'élite du pouvoir autoritaire qui acceptent une démocratisation par étape et négociée avec l'opposition. Face à l'impossibilité du retour en arrière, ils espèrent pouvoir se repositionner dans le futur régime démocratique en conservant leur poste et leur statut. *Los duros* (les durs) sont ceux qui au contraire refusent tout changement du régime. Intransigeants sur leurs positions, ils sont souvent les responsables d'un coup d'état militaire contre le nouveau pouvoir mis en place par la négociation. (Cela a été le cas en Espagne en 1981 lors de la tentative de coup d'état par Antonio Tejero)

¹⁷ O'Donnell Guillermo, Schmitter Philippe C., *Transiciones desde un gobierno autoritario*, p.63

¹⁸ Le Parti socialiste mexicain (PMS) est un regroupement de différentes traditions de la gauche mexicaine. Au début de l'année 1988, le Parti communiste mexicain (PCM), le Parti mexicain des travailleurs (PMT), le Parti populaire révolutionnaire (PPR), le Mouvement révolutionnaire du peuple (MRP), l'Union de la gauche communiste (UIC), se regroupèrent en une seule organisation pour soutenir la

Démocratique¹⁹ du PRI et de nombreuses autres organisations du mouvement social. Les premiers résultats tombèrent le 6 juillet et donnaient un avantage à Cárdenas qui déclara sa victoire. Carlos Salinas de Gortari du PRI fit de même. Mais subitement la Commission Fédérale Electorale annonça que le système informatique de comptage des voix ne fonctionnait plus. Lorsque le système se remit en marche, Carlos Salinas était en tête. Le 9 juillet, Salinas de Gortari fût officiellement déclaré vainqueur. Un soupçon de fraude orchestré par le PRI, s'empara alors du scrutin et des candidats de l'opposition au régime. Le 10 juillet, le candidat du PAN, Manuel Clouthier lança un appel à la désobéissance civile. Le 16 juillet, à l'initiative de Cárdenas, des milliers de personnes se réunirent sur le Zócalo, la place centrale de Mexico, marquant l'ouverture d'un large mouvement de protestation populaire dénonçant la fraude électorale. Le FDN décida de lancer un appel à la création d'un parti qui aurait pour objectif d'instaurer une réelle démocratie politique au Mexique. Voici l'analyse de Cuauhtémoc Cardenas :

« Face à cette situation, après de nombreux mois de protestations et de fortes mobilisations dans diverses régions du pays, ayant mis en œuvre tous les recours légaux pour contester la fraude, la sortie qui se trouva la plus viable pour le FDN fût d'appeler à former une organisation politique qui pourrait se doter de la capacité nécessaire pour réaliser les changements que le pays réclame. De cette décision, est né peu après le Parti de la révolution démocratique. »²⁰

2 Le parti des conflits postélectorales

Le PRD se veut l'acteur principal de la transition démocratique. Nous l'avons dit, le parti se fonde sur la lutte et plus particulièrement sur les conflits postélectorales. Par exemple, entre 1989 et 2000 le PRD se trouve à la tête de 735 conflits électoraux, correspondant à 8% des élections sur cette période et ce qui représente par ailleurs 78% de tous les conflits dans lesquels le PRD est présent²¹. L'influence du PRD est plus forte dans certains Etats, où par ailleurs les mobilisations postélectorales sont plus récurrentes, plus importantes, avec une visibilité nationale. Il s'agit des Etats du Guerrero, du Michoacán, de San Luis de Potosi et du Tabasco²². Les mobilisations massives étaient à cette époque un moyen pour le PRD de diffuser ses idées et de participer à la prise de conscience de la population. Pour contester les résultats frauduleux, le PRD disposait d'instruments scientifiques comme les sondages ou le calcul statistique grâce à son implantation dans les milieux universitaires, notamment à l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM). Nous reviendrons plus en détail sur le répertoire d'action collective du PRD dans les conflits électoraux au cours de la deuxième partie. Notons simplement, que les manifestations, les marches en direction de Mexico,

candidature de Heberto Castillo à la présidentielle de 1988. Candidature qu'il abandonna au profit de Cuauhtémoc Cardenas, leader du FDN.

¹⁹ Le Courant démocratique est issu d'une scission avec le PRI en 1987 suite à l'officialisation de la candidature de Carlos Salinas de Gortari. Le CD réclamait l'instauration de règles démocratiques au sein du PRI quant à la nomination des candidats, nominations qui étaient jusqu'alors tenues secrètes. Le CD, sous la direction notamment de Porfirio Muñoz Ledo et Cuauhtémoc Cardenas Solórzano, commencèrent une série de mobilisations à Mexico avant qu'elles ne s'étendent à tous le pays et se soldent par la sortie du CD.

²⁰ **« 6 de julio de 1988 : el fraude ordenado por Miguel de la Madrid », Tribune de Cuauhtémoc Cárdenas parue dans le journal la Jornada du 2 avril 2004**

²¹ Combes Hélène, *De la politique contestataire à la fabrique partisane : le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000)*, thèse de doctorat, IHEAL, 2004, pp.141-148

²² *Ibid.*

les *plantón*, sont les principaux outils utilisés par les militants *perredistas* dans les luttes et conflits postélectorales qu'ils orchestrent. Cependant, la question de la répression est logiquement sous-jacente à la lutte contre un pouvoir autoritaire. Effectivement, entre 1988 et 1994, sous le mandat de Salinas de Gortari, environ 500 militants étaient assassinés ou disparaissaient.

Toutefois, l'ouverture du système politique mexicain à la pluralité, a forcé le PRD à s'institutionnaliser à deux niveaux. Premièrement, en interne le PRD a dû adopter des règles de fonctionnement favorisant la cohésion des différentes traditions issues de la gauche mexicaine qui composent les rangs du parti. Deuxièmement, le PRD s'est ancré durablement dans les institutions politiques aux postes de représentants élus.

3 La difficile question de l'institutionnalisation

Malgré le pouvoir charismatique de ses dirigeants, d'abord de Cuauhtémoc Cárdenas, puis d'Andrés Manuel López Obrador, le PRD suivra un processus d'institutionnalisation afin de réguler les conflits internes qui éclatent entre les différents courants²³. Peu à peu, des procédures strictes s'intègrent à la vie du parti. L'élection des dirigeants se fait par exemple à partir de 1993 à la proportionnelle. Mais l'application des règles ne permet pas d'éviter totalement les conflits internes. Le charisme de Cárdenas l'emporte souvent sur des risques d'éclatement, garantissant ainsi l'unité du parti.

Par ailleurs, le PRD va peu à peu trouver une place durable au sein du système politique mexicain, aux côtés du PRI et du PAN. Il sera forcé à s'institutionnaliser définitivement en 1994 avec l'arrivée de l'EZLN qui occupera désormais l'espace politique de la radicalité. Les résultats électoraux vont croissants. En 1997, la capitale du pays tombe entre les mains du PRD, tout comme l'état de Zacatecas la même année et l'état de Tlaxcala un an plus tard. Les années 2000 seront une période dans laquelle le PRD fera quasiment jeu égal avec le PRI et le PAN. Confronter à l'exercice du pouvoir, les militants du PRD, issus en grande majorité du mouvement social, vont se professionnaliser. Le PRD devient alors un parti de gouvernement, tiraillé entre la stratégie des urnes pour laquelle il a lutté et la stratégie de la rue qui l'a fait exister. L'organisation conserve néanmoins une base militante importante, qui continue à être actrice à part entière du mouvement social et des luttes.

En 2006, pour l'élection présidentielle, le PRD avait une chance de remporter le scrutin. Au final, le PRD a été l'acteur principal d'une mobilisation postélectorale sans précédent, l'un se confondant presque avec l'autre. Nous nous proposons d'étudier cette mobilisation au travers d'un angle d'attaque précis, celui de la relation entre le PRD et cette même mobilisation. S'il est évident que le PRD a été le grand acteur de cet épisode, il reste néanmoins à se demander comment a-t-il pu construire une telle mobilisation ? Dans quelles mesures a-t-il été contesté par d'autres acteurs ? Quel a été le poids du candidat Andrés Manuel López Obrador ? Quel répertoire d'action a été mis en œuvre et comment ? De nouveaux modes d'action ont-ils été expérimentés ? Le fil conducteur de ce travail sera donc de s'interroger sur les facteurs explicatifs et les mécanismes rendant compte de la domination du PRD dans la mobilisation de 2006.

Nous aborderons dans une première partie, la campagne présidentielle, les résultats du scrutin et le leadership d'Andrés Manuel López Obrador, comme les causes objectives de la mobilisation postélectorale. Dans une seconde partie, nous traiterons du rôle qu'a eu à tenir le PRD et du répertoire d'action collective mis en œuvre au cours de la mobilisation.

²³ Prud'homme Jean-François, « Le PRD : une institutionnalisation difficile », *Problèmes d'Amérique Latine*, Choiseul, n°55, hiver 2004-2005, pp.37-63

Partie 1 : De la campagne présidentielle à la mobilisation postélectorale

Cette première partie sera consacrée à la campagne et au scrutin présidentiel de 2006. Il nous paraît important de soumettre à l'analyse ces éléments qui sont autant de facteurs explicatifs de la mobilisation qui suivra. Pour cela, nous traiterons d'abord de la campagne et du scrutin, avant de voir quelles ont été les réactions du PRD face aux premiers soupçons de fraude. Enfin, nous nous concentrerons sur Andrés Manuel López Obrador en présentant sa biographie politique.

Chapitre 1 : Une campagne et un scrutin controversés

Dans ce premier chapitre, il s'agira de présenter les différentes étapes de la campagne électorale de 2006, avant de s'intéresser aux résultats à proprement parlé.

I La campagne de 2006

Les partis en présence ont d'abord dû sélectionner leur candidat qui se sont ensuite affrontés au travers d'une campagne médiatique violente, évinçant presque du débat politique les questions programmatiques. La campagne de 2006 a été marquée, nous le verrons, par un phénomène de polarisation de la société mexicaine.

A Le choix d'un homme

Le système politique mexicain est un système présidentiel, dans lequel le chef de l'exécutif, également chef de la majorité, dispose de pouvoirs élargis. Comme dans tout régime présidentiel, l'élection est celle d'un leader. L'élection d'un seul homme, souvent chef de parti, participe au phénomène de personnification du scrutin. Les caractéristiques et les compétences individuelles de chaque candidat sont mises en avant et soumises à la sanction des électeurs. Mais pour cela des procédures de sélection interne se mettent en place en amont dans chaque parti.

Les militants du PRD avaient à choisir entre deux candidats. Mais selon une enquête publiée en mai 2005, Andrés Manuel López Obrador recueillait 97% des intentions de vote *perredistas*, ce qui limita considérablement l'enjeu de l'élection. Dans le chapitre 3, consacré à une biographie politique de López Obrador, nous analyserons les raisons de ce succès. Toutefois, précisons que le choix du candidat du PRD a fait resurgir les questions de l'institutionnalisation du parti. En effet, comme le note très justement Alberto Aziz Nassif, « le processus pour définir des candidats à la présidence de la République a montré les premières cicatrices d'une bataille. Le règlement politique dans chaque parti

exprimait le niveau d'institutionnalisation interne pour résoudre la sélection »²⁴. Comme nous l'avons montré dans l'introduction, le processus d'institutionnalisation du PRD a été très controversé. L'adoption de règles pour réguler les conflits entre les différents courants et traditions historiques de la gauche mexicaine, n'a pas su contrebalancer le poids du phénomène de leadership, situé au-dessus des conflits internes et fondé sur le charisme d'un homme. En l'occurrence, Andrés Manuel López Obrador ne faisait partie d'aucun courant, et basait son leadership sur un charisme puissant, issu entre autre du fait qu'il avait été présenté par Cuauhtémoc Cárdenas comme son digne successeur.

De leur côté le PRI et le PAN ont dû respectivement choisir entre deux et quatre candidats. Le leader du PRI de cette époque, Roberto Madrazo, remporta les primaires face au courant Unité Démocratique et à son leader, le sénateur Enrique Jackson. Le PAN, après un long processus de sélection de trois tours, a élu Felipe Calderón Hinojosa avec 51,5% des voix.

Le système politique mexicain continuant à s'ouvrir à la compétition et au pluralisme, a vu deux autres candidats issus de nouveaux partis se présenter, Patricia Mercado pour le parti Alternative social-démocrate et paysanne (ASDP) et Roberto Campa pour le parti Nouvelle alliance (NA). La loi électorale mexicaine prévoit que les nouveaux partis, pour leur première participation à une élection présidentielle ne peuvent pas constituer d'alliance. Or, les nombreux petits partis qui émergent régulièrement dans le système partisan, ne survivent que parce qu'ils s'allient aux trois formations principales, ayant ainsi accès à la représentation.

Des trois grands partis, seul le PAN n'a pas constitué d'alliance. En revanche, le PRI, allié au Parti vert écologique du Mexique (PVEM), ont formé la coalition de l'Alliance pour le Mexique (APM). De son côté, le PRD, comme pour les législatives de 2003, s'est allié avec le Parti des travailleurs (PT) et Convergence, pour former la Coalition pour le Bien de Tous (CBPT).

Ce sont donc cinq candidats qui vont s'affronter dans une campagne, jugée *sucia* (sale) où les sommes dépensées n'ont jamais été aussi importantes et où les attaques personnelles dominaient les débats.

B « Una campaña sucia »

La campagne présidentielle de 2006 est caractérisée par deux phases distinctes. La première correspond au premier trimestre 2006. Dans deux sondages parus en mars, Andrés Manuel López Obrador se voit attribuer 42%²⁵ des suffrages. Cette première phase est donc celle du candidat *perredista* qui se trouve rapidement en pôle position, les deux autres candidats étant loin derrière. Face à de telles estimations, Felipe Calderón et Roberto Madrazo vont changer de stratégie pour réduire l'écart et inverser la tendance, ouvrant ainsi la deuxième phase de la campagne.

« Commença un changement drastique dans la stratégie, un nouveau ton caractérisait le message du PAN. Le PRI fit le même calcul : il fallait attaquer violemment le candidat en tête dans les sondages. Ainsi commençait la deuxième phase de la campagne électorale

²⁴ Aziz Nassif Alberto, « El retorno del conflicto. Elecciones y polarización política en México », *Desacatos*, n°24, mai-août 2007, pp. 13-54

²⁵ *El Universal*, 13 mars 2006 et *Reforma*, 16 mars 2006

de 2006 »²⁶. Le PAN lança dès lors son nouveau slogan de campagne à travers une série de spots télévisés, « Lopez Obrador est un danger pour le Mexique ». Il est présenté comme un populiste, responsable de l'endettement de la ville de Mexico, coupable de nombreux scandales de corruptions et engageant le pays sur la voie de crise économique et de la banqueroute. Par ailleurs, le PAN n'hésite pas à dresser une analogie entre López Obrador et Hugo Chávez, cherchant à jouer sur la peur des électeurs²⁷. De son côté, le PRI estimait que López Obrador était un homme politique qui ne tenait pas sa parole, il ne fallait donc pas céder devant ses promesses. Cette stratégie a plutôt bien fonctionné puisque la deuxième phase de la campagne est caractérisée par une baisse notable dans les sondages d'« AMLO », 38%, qui se voit rejoint par Felipe Calderón, 34%²⁸. Cependant, ces attaques sont illégales puisque contraire à l'article 38 du Code électoral mexicain qui stipule que chaque parti se doit « s'abstenir, dans sa propagande politique ou électorale, de toute expression qui dénigre les institutions ou les partis, ou qui calomnie la personne »²⁹.

La campagne a aussi été marquée par des interventions récurrentes du Président en fonction, Vicente Fox, notamment par l'utilisation du mot populisme pour caractériser le candidat *perredista*, López Obrador. Or, la loi électorale mexicaine interdit toute intervention du président en fonction, en faveur d'un des candidats. En tête dans les sondages, AMLO aurait pu ignorer ces attaques en recadrant le débat par des arguments politiques. A l'inverse, il a préféré répondre, sûr de lui, par la provocation en dénonçant haut et fort que le PAN servait les intérêts de la bourgeoisie et en interpellant Vicente Fox par un « cállate chachalaca »³⁰. La campagne a donc été entachée par des entraves à la légalité, instaurant par conséquent des relations d'inégalités favorables à Felipe Calderón. Ce sont ces types d'entraves que le Tribunal électoral n'a pas jugé décisives dans les résultats finaux.

Le PRD, quant à lui, a basé sa campagne sur la dénonciation de la corruption du PRI et du PAN. Son thème de campagne « *manos limpias* » (les mains propres) lui a permis de se différencier de ses concurrents, sans pour autant remettre en cause le système politique mexicain fermé, ni sa présence dans celui-ci. Par conséquent, il ne s'agit donc pas de construire un nouveau système politique, mais de « nettoyer » celui existant, en instaurant la légalité comme norme suprême. Mais cela peut paraître artificiel, lorsque l'on sait que le PRD a été impliqué dans plusieurs scandales de corruption et d'argent sale³¹. Si López Obrador a toujours nié avoir été acteur, ou simplement mis au courant de ces scandales, nombreux de ses proches ont été pris la main dans le sac. Le PRD a perdu en légitimité dans sa lutte contre la corruption. Sa stratégie de différenciation sur ce terrain face au PAN et au PRI ne pouvait plus fonctionner.

²⁶ Aziz Nassif Alberto, « El retorno del conflicto. Elecciones y polarización política en México », *art. cit.*, p.23

²⁷ Hugo Chávez a apporté son soutien à López Obrador lors de la campagne. Il pouvait ainsi dénoncer Calderón comme un soutien effectif des Etats-Unis et développer son discours anti-impérialiste.

²⁸ *El Universal*, 17 avril 2006

²⁹ Article 38, incise p du *Código federal de Instituciones y procedimientos electorales*, 2008

³⁰ Littéralement « ta gueule chachalaca », le chachalaca étant un oiseau dont la caractéristique principale est de pousser un cri, correspondant à une répétition stridente de son nom.

³¹ Le plus emblématique a été le scandale dit des vidéos en 2004. Plusieurs vidéos montrent des dirigeants du PRD avec des sommes importantes ou en train de blanchir de l'argent. Notamment, René Bejarano qui a été filmé en train de recevoir 40 millions de pesos de la part d'un industriel argentin, Carlos Ahumada. René Bejarano était à cette époque un proche de López Obrador député à l'Assemblée législative du District Fédéral.

Un dernier élément corrobore l'idée d'une campagne dominée par les attaques personnelles. Les seules dépenses dans les moyens de communication ont atteint plusieurs centaines de millions de pesos. Le PAN a dépensé 433 772 344 pesos, le PRI 444 844 809 pesos et le PRD 402 841 593 pesos, ce qui représente respectivement 74, 70 et 63% du montant des dépenses totales pour chaque parti (voir le tableau ci-contre).

Tableau 1 :

Dépenses dans les grands moyens de communication des trois principaux candidats à l'élection présidentielle de 2006³²

Parti	Montant (pesos)	Montant en % des dépenses totales
PAN	433 772 344	74%
PRI	444 844 809	70%
PRD	402 841 593	63%

Autre donnée essentielle pour comprendre l'ampleur des médias dans cette campagne présidentielle, entre le 19 janvier et le 28 juin 2006, le PAN a diffusé 37 603 spots télévisés, le PRI 60 224, le PRD 29 923³³. Les sommes énormes engagées ont permis que se développe une campagne médiatique extrêmement forte, dans laquelle le message politique n'était que second. Bien que le PRD ait dépensé moins que ses concurrents et ait diffusé moins de spots, il a tout de même été un acteur central dans le processus.

Si la campagne restait peu politique dans la pratique et les discours, les candidats présentaient tout de même des programmes politiques. Nous allons aborder ceux du PRD et du PAN.

C Deux candidats, deux projets

Très rapidement, les deux candidats du PRD et du PAN vont se détacher, laissant le PRI sans espoir quant à un éventuel retour au pouvoir. Calderón et López Obrador, bien que se livrant une bataille sans merci sur leurs personnes, mettent chacun en avant un projet de société. Ces derniers traduisent en réalité un phénomène de polarisation politique entre la droite et la gauche, écartant le positionnement centriste du PRI. Alberto Aziz Nassif y voit un retour en arrière lorsqu'il écrit que « la campagne de 2006 était une sorte de retour en 1994, au vote de la peur, aux candidats et projets qui se présentaient comme la polarisation entre la gauche et la droite, entre changement et continuité, entre un danger pour le Mexique et une droite corrompue qui veut maintenir les privilèges des élites »³⁴. Avant de revenir plus en détail sur les composantes de chaque programme, intéressons-nous à ce phénomène de polarisation.

Selon, la troisième des lois tendanciennes de Maurice Duverger, « le scrutin majoritaire à un seul tour tend au dualisme des partis »³⁵. Autrement dit, l'ouverture du système politique

³² « Informes especiales de gastos aplicados a la campaña presidencial », www.ife.org, in Aziz Nassif Alberto, « El retorno del conflicto. Elecciones y polarización política en México », *art. cit.*, pp.30-31

³³ A partir du tableau réalisé par le Comité Ciudadano para l'observación electoral, in Aziz Nassif Alberto, « El retorno del conflicto. Elecciones y polarización política en México », *art. cit.*, pp.30-31

³⁴ Aziz Nassif Alberto, « El retorno del conflicto. Elecciones y polarización política en México », *art. cit.*, p. 28

³⁵ Cité dans Seiler Daniel-Louis, « Le mode de scrutin fait-il l'élection ? », in P. Delwitt et J-M de Waele (dir), *Le mode de scrutin fait-il l'élection ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000

à la compétition et le mode de scrutin choisi, ont poussé à une recomposition autour du PAN et du PRD, comme les deux grands pôles représentatifs du clivage droite gauche. Le PRI, représentant le centre, a alors été évincé sous la pression du phénomène de polarisation. Les résultats électoraux croissants depuis les années 90 du PRD et du PAN, seraient la marque d'un processus long, entamé vingt ans auparavant et qui se conclurait en 2006. Or, tout d'abord il n'existe pas de loi exacte en science politique, à cet égard les lois de Duverger sont dites tendanciennes. D'autre part, la progression électorale du PRD ne saurait être expliquée uniquement par un facteur objectif qu'est le mode de scrutin. Le capital politique engrangé par ses militants, les traditions diverses qui le composent, le poids charismatique des dirigeants, autrement dit toutes les principales caractéristiques que nous avons montrées jusqu'à maintenant, nous semble plus à même d'expliquer les succès grandissants du PRD. La multitude de ressources dont dispose l'organisation et sa capacité à les mettre en œuvre, tant au niveau des mobilisations sociales que des luttes électorales, nous permettent de comprendre comment le PRD est devenu l'une des forces principales du pays.

La campagne, bien que dominée par des spots et des invectives personnelles, a été marquée, nous l'avons dit, par deux orientations et deux projets de société jugés antagonistes sur lesquels ont eu à se prononcer les électeurs. Le programme défendu par Felipe Calderón se voulait dans la lignée du néo-libéralisme qui règne au Mexique depuis les années 80. Mettant en avant la compétitivité économique et des individus, moteurs de la croissance et du retour à l'emploi. Une grande partie des propositions étaient relatives aux questions d'insécurité qui touchent le pays. Calderón se voulait le Président de la sécurité, intransigeant face à la délinquance et déclarant la guerre aux narcotrafiquants. A l'inverse, López Obrador défendait un programme de redistribution en faveur des plus démunis, notamment par l'instauration de pensions alimentaires, d'une éducation publique et gratuite. Il souhaitait également, supprimer la TVA sur les aliments et les médicaments. Enfin, dans la lutte contre une classe politique et bureaucratique privilégiée, il voulait réduire les salaires de la haute administration et supprimer les indemnités de retraites des anciens présidents. López Obrador mettait clairement en avant un programme de rupture économique et politique par rapport au passé. Son volet social se voulait une extension au niveau national des mesures que le PRD a instauré en dirigeant la ville de Mexico.

Il n'est pas intéressant ici de détailler le programme complet du PRD, mais simplement de comprendre que López Obrador se voulait le candidat des exploités et des opprimés. Ainsi, la mobilisation électorale qui débutera au lendemain du scrutin du 2 juillet 2006, ne symbolise pas uniquement la simple contestation de la fraude, mais aussi l'idée que le « pouvoir » en place a voulu faire taire le peuple au travers de l'éviction de son porte-parole.

Penchons-nous dès à présent sur les résultats du scrutin qui reflètent ce phénomène de polarisation.

II Le scrutin du 2 juillet

Nous ne nous intéresserons ici qu'aux résultats définitifs (faisant abstraction des soupçons de fraude et de la mobilisation) qui furent officialisés le 4 septembre³⁶ par le Tribunal électoral de la police judiciaire fédérale (TEPJF).

³⁶ Cette date s'explique par le fait que suite au recours posé par le PRD devant le Tribunal électoral, le jugement définitif officialisant les résultats finaux ne fut rendu qu'à cette date, plus de deux mois après le jour de l'élection.

A Les résultats

Le scrutin du 2 juillet a traduit dans les urnes le phénomène de polarisation dont nous parlions précédemment. Felipe Calderón obtient 36,38% des suffrages et est élu Président de la République. Andrés Manuel López Obrador arrive second avec 35,34% des voix, devant Roberto Madrazo qui termine troisième en recueillant 21,57% des voix. La simple analyse des résultats de 2006 (excluant la fraude et la mobilisation) montre un net recul du PRI au détriment des deux autres forces du pays, corroborant l'idée d'une transition démocratique en voie de consolidation³⁷. L'éviction du PRI se confirme si l'on compare les résultats de l'élection présidentielle de 2000 avec celle de 2006. Le PAN recule de 6%, le PRD gagne 12%, le PRI recule de 14%³⁸.

Selon les informations de l'IFE (Institut fédéral électoral), 91,9% (soit 71 350 976) des personnes en droit de voter disposaient de leur carte d'électeur, mais la participation électorale ne fut que de 58,55% (-5,4% par rapport à 2000), avec des pointes dans les Etats de Tabasco ou du District fédéral avec plus de 68% de participation.

Le 2 juillet marquait aussi l'élection des députés et des sénateurs fédéraux. A la Chambre des députés, composée de 500 sièges, le PAN obtient 206 députés, le PRD sans ses alliés 126, 132 en prenant en compte les 32 sièges obtenus par Convergence et le PT, le PRI et les Verts obtiennent quant à eux 123 sièges, dont 104 pour le seul PRI. Bien que n'ayant pas de majorité absolue, le PAN, à la différence du scrutin présidentiel, remporte nettement ces élections législatives. Le parti présidentiel aura toutefois besoin de soutien à la Chambre haute, qu'il trouvera dans les votes des députés du PRI notamment, n'ayant pas d'alliés « objectifs ».

Il est intéressant de noter les différences de résultats entre les législatives et le scrutin présidentiel, alors que ces deux élections avaient lieu le même jour. En effet, « l'élection de 2006 peut se comprendre comme la supposition d'un vote divisé qui se dédoublera en deux routes distinctes : celle de la présidence et celle du Congrès »³⁹. L'intention de vote pour un même parti entre ces deux scrutins était de 56% et l'intention de vote différencié de 31%. L'élection présidentielle dans un régime présidentiel est donc l'élection première, considérée comme la plus importante aux yeux des citoyens, dont les choix relèvent de paramètres différents de ceux d'une autre élection. La personnalisation du scrutin semble être déterminante, tout comme l'impact que peut avoir la campagne médiatique. Cependant, le fait de voter pour un projet de société qui structurera les choix politique, économique et sociétale, pour plusieurs années est selon nous, la raison principale qui explique les différences de vote entre scrutin présidentiel et législatif. Le vote présidentiel étant par ailleurs plus volatile et moins déterminé par des facteurs structurels, comme la reproduction du vote familiale ou le « vote de classe ».

B Le PRD, seconde force politique

Tableaux 2 :

³⁷ Voir *infra* le tableau présentant les résultats électoraux de 2000 et 2006 p.29

³⁸ Palma Esperanza, Balderas Rita, « Desarrollo electoral y estrategia del PRD en el 2006 », *El Cotidiano*, janvier-février 2007, vol. 21, n°141, 2007, pp. 38-43

³⁹ Aziz Nassif Alberto, « El retorno del conflicto. Elecciones y polarización política en México », *art. cit.*, p.31

Résultats aux élections présidentielles des trois principaux partis politiques mexicains en 2000 et 2006 (en %)⁴⁰

	2000	2006
PAN	45,52	36,38
PRI	36,11	21,57
PRD	16,64	35,34

Le PRD devient la deuxième force politique du pays. Le résultat de López Obrador est le plus élevé qu'ait connu l'organisation à une élection présidentielle. Dans les 32 Etats que compte le Mexique, le PRD progresse par rapport à 2000. Les quelques Etats conquis à la fin de années 90 sont devenus les fiefs du PRD, dans lesquels les résultats sont les plus hauts. Dans l'Etat de Baja California Sur le PRD obtient 43%, dans le DF 58%, dans le Guerrero 51%, dans le Tabasco (l'Etat de López Obrador) 56%, dans le Zacatecas 35%⁴¹

Le soutien électoral historique qu'a reçu le PRD, lui permettra potentiellement de transformer un soutien électoral, qui se compte en millions de voix, en soutien à la mobilisation. Ceci explique en partie pourquoi la mobilisation postélectorale de 2006 a pu prendre une telle ampleur.

Enfin, l'étude⁴² d'Alberto Aziz Nassif, à laquelle nous faisons référence ici, permet de mesurer les progressions du PRD au cours de la période 2000-2006. Au niveau national, le système politique est incontestablement tripartite. Cependant, si l'on se penche sur les résultats obtenus par les trois grands partis dans chaque Etat, on observe trois cas distincts. Un Etat peut tout d'abord correspondre à un système de parti dominant lorsqu'un des trois partis a obtenu un score supérieur à 50%. Autre cas de figure, l'écart entre les deux partis arrivés en tête est de moins de 20%, on parlera alors de système bipartisan. Enfin, on dira d'un système de parti qu'il est multipartite lorsque l'écart entre les trois partis est de moins de 20%. L'analyse du tableau montre qu'en 2000 le PRD n'était dominant dans aucun des Etats. En 2006, dans les Etats de Tabasco et du District Fédéral, le PRD obtient plus de 50% des voix, se positionnant par conséquent comme la force dominante dans ces systèmes de parti dominant. En outre, le PRD concurrence l'un des deux autres partis dans 5 Etats, alors qu'en 2000, le PRD était présent dans seulement deux systèmes bipartites. Le PRD est donc devenu incontestablement une force politique à part entière d'un point de vue purement électoral. Il est un concurrent direct pour la conquête du pouvoir.

Nous avons montré quel a été le processus électoral de 2006, depuis la sélection des candidats dans chaque organisation, jusqu'aux résultats finaux. Ces épisodes précédents la mobilisation postélectorale nous semblent autant de facteurs explicatifs de cette dernière. La légitimité dont s'est doté Lopez Obrador dans son parti, une campagne violente, la polarisation de la société entre deux projets fondamentalement opposés et le soutien électoral massif qu'a reçu le PRD nous laissent penser « qu'il n'était pas difficile de prévoir qu'après le 2 juillet, le conflit serait un ingrédient de la fraude postélectorale »⁴³. Cette remarque semble toutefois plus facile à affirmer *a posteriori*.

⁴⁰ Tableau élaboré à partir de l'article de Palma Esperanza, Balderas Rita, « Desarrollo electoral y estrategia del PRD en el 2006 », *art. Cit.*, p.39

⁴¹ Palma Esperanza, Balderas Rita, « Desarrollo electoral y estrategia del PRD en el 2006 », *art. Cit.*, tableau p.39

⁴² Aziz Nassif Alberto, « El retorno del conflicto. Elecciones y polarización política en México », tableau, p.37

⁴³ Aziz Nassif Alberto, « El retorno del conflicto. Elecciones y polarización política en México », *art. cit.*, p.27

Dans le chapitre suivant, nous traiterons du soupçon de fraude en lui-même, des réactions qu'il entraîne et des premières mesures prises par le PRD.

Chapitre 2 : La fraude électorale, construire un argumentaire

Dans ce second chapitre, nous aborderons les incertitudes des premiers résultats avant de voir quelles ont été les premières réactions du PRD et comment López Obrador a introduit l'idée de fraude dans le débat politique. Enfin, nous traiterons du concept de fraude électorale en lui-même.

I Le « buzz » des résultats

Les premiers résultats au soir du 2 juillet ne permettent pas à l'IFE de proclamer un vainqueur. Il faudra attendre la fin du comptage par district cinq jours plus tard.

A Le 2 juillet, une élection sans vainqueur

Toutes les enquêtes à la sortie des urnes, qu'elles soient réalisées par les partis, des entreprises de sondages ou par des chercheurs, anticipaient, avant les résultats officiels, un score extrêmement serré. Le Programme des résultats électoraux préliminaires (PREP)⁴⁴ confirme la tendance enregistrée plus tôt dans la journée. 98,45% des suffrages dépouillés indiquent que Felipe Calderón et Andrés Manuel López Obrador sont plus qu'au coude à coude. Le premier recueille 35,91%, soit 14 771 009 des voix, le second 35,29%, soit 14 513 477 voix. L'IFE annonce qu'il est impossible d'annoncer un quelconque vainqueur et qu'il faut désormais attendre les résultats par districts, il y en a 300 dans tout le pays, qui seront annoncés le jeudi 6 juillet. Les chaînes de télévisions se refusent également à donner un vainqueur. En revanche, les deux candidats annoncent leur triomphe. López Obrador affirme qu'il dispose d'une avance sur son concurrent du PAN de plus de 500 mille voix.

L'élection a été placée sous « haute surveillance », puisque ce sont 24 769 observateurs nationaux et 693 observateurs internationaux venus de 60 pays différents qui, répartis devant les bureaux de vote, scrutent toute éventuelle irrégularité⁴⁵. Selon un de ces groupes, l'Alliance Civique (AC), qui a été un allié du PRD dans la dénonciation de la fraude électorale dans les années 90, aucune irrégularité flagrante ni déterminante dans les bureaux de vote ne sont à relever. En revanche, cet observateur dénonce des fautes avant le jour du scrutin. Le PRI aurait accordé des avantages financiers à certaines personnes afin de les faire voter pour ses candidats. D'autre part, un secteur de l'Eglise et des entrepreneurs auraient fait pression en faveur du PAN. Ces pratiques électorales clientélistes ont été dominantes

⁴⁴ Le PREP créé en 1998 se veut un instrument de la démocratisation politique dans la lutte contre la fraude et pour le respect de la sanction du scrutin électoral. Selon la présentation qu'il en est fait sur le site internet de l'IFE, il est présenté comme « un mécanisme pour diffuser, de manière immédiate, au Conseil Général de l'IFE, aux partis politiques et aux citoyens, les résultats des élections. Ceci se réalise grâce à un système informatique moderne [...] le système est transparent dans ses opérations et offrent une complète sécurité dans le respect de la véracité des informations qu'il donne ». Or, le PREP sera fortement critiqué pour son incapacité à offrir des résultats précis et sûrs.

⁴⁵ *El Universal* du 3 juillet 2006

pendant plusieurs décennies. Elles sont la marque de résidus, caractéristiques des régimes autoritaires et des *caudillos* en Amérique Latine. Dans le cas mexicain, ces pratiques de vote communautaire sont cependant en recul au profit d'un vote individualisé, grâce notamment aux nombreux instruments de mesure et de contrôle du vote mis en place au cours du processus de démocratisation, même si ceux-ci restent imparfaits.

Si selon les observateurs, cette élection n'a souffert d'aucune irrégularité pouvant affecter le résultat final, dans la nuit du 2 au 3 juillet se dresse un centre d'observation réunissant des associations de la société civile mexicaine, des ONG et des membres de l'ONU, le « cuarto de paz ». Son objectif est de centraliser toutes les informations disponibles et de les relayer en toute transparence. Face à l'opacité du système politique et le peu de crédibilité qu'ont les grandes chaînes de télévision, le « cuarto de paz » cherche à éviter que les résultats donnés par le PREP ne soient source de quelconque contestation ou agitation. Se basant sur les exemples du passé, notamment la mobilisation de 1988, ce groupe d'observateurs veut préserver la gouvernabilité du pays⁴⁶.

B Recompter

Le 2 juillet au soir, l'IFE a annoncé qu'il était dans l'incapacité de donner les résultats, ceux du PREP étant trop incertain. Le comptage des résultats par district ont eut lieu les 5 et 6 juillet. Le jeudi dans la matinée suivant l'élection, les résultats définitifs allaient enfin être connus. Ces derniers sont finalement assez proches de ceux que le PREP avait donnés le soir du scrutin. Felipe Calderón arrive en tête avec 35,89% des voix, Andrés Manuel López Obrador second avec 35,31% des voix. Comparativement aux résultats du PREP, Calderón baisse de 0,02 point et López Obrador augmente de 0,02 point. Ce sont ces différences dans les résultats qui pousseront le candidat *perredista* a adopté le mot d'ordre du recompte « voto por voto » durant toute la mobilisation postélectorale. Un autre doute vient s'ajouter au premier. La différence entre les deux candidats en termes de voix n'est que de 243 934 sur 41 000 791 votants. Autrement dit, des erreurs de calcul, même minimales et involontaires, pourraient avoir des répercussions beaucoup plus grandes.

Ces événements nous poussent à nous interroger sur la qualité des instruments dont s'est doté le processus de transition démocratique mexicain. Créés en 1997 et 1998, l'IFE et le PREP devaient éviter toute confusion électorale et assurer la transparence des résultats. L'élection de 2006 est marquée avant tout par la confusion. Aucune certitude, tant sur les résultats que sur d'éventuelles fraudes, n'existe. Les interventions de López Obrador et du PRD au cours de cette première semaine post-scrutin, ont renforcé le désordre général.

II « Le fantôme du conflit postélectoral revient au pays »

note de titre⁴⁷

Dans cette partie nous nous intéresserons aux réactions du PRD et de son candidat suite à l'annonce des résultats. Contrairement à d'autres auteurs⁴⁸, nous estimons que la mobilisation postélectorale ne commence réellement que le 8 juillet avec la première

⁴⁶ *El Universal*, du 3 juillet 2006

⁴⁷ *El Universal* du 6 juillet 2006, édito de César Cansino

⁴⁸ Comme Sergio Tamayo dans son article « Dinámica de la movilización. Movimiento postelectoral y por la democracia », in *Desacatos*, n°24, mai-août 2007, pp.249-274

assemblée informative réunissant plus de 200 mille personnes. Cette période, s'étendant du 2 au 7 juillet, est une phase précédant la mobilisation, lors de laquelle le PRD prépare un argumentaire pour défendre l'idée de la fraude et évalue les recours possibles face à celle-ci. Le PRD est confronté à deux possibilités, déposer un recours devant le tribunal électoral ou appeler à la mobilisation sociale.

A Introduire l'idée de la fraude dans le débat

Cette période est marquée avant toute chose par le rôle qu'a joué le discours politique des acteurs en présence. Le discours retranscrit à travers les médias et diffusé largement sert de cadrage. Autrement dit, l'énonciation d'un discours permet d'imposer son contenu à ceux qui sont en capacité de le recevoir. Lorsque le 3 juillet, López Obrador affirme « je reconnais qu'il a y eu manipulation du PREP »⁴⁹, outre le fait qu'il peut s'agir d'un calcul purement politique, il rend possible la croyance en une éventuelle manipulation. Toute cette semaine, le discours du PRD a été porté sur la question de la fraude. Ceci oblige ses concurrents à aborder le sujet. Calderón insiste alors par opposition sur la légalité du scrutin et le respect du choix du peuple mexicain. De son côté, l'IFE défend sa légitimité et assure qu'aucune irrégularité n'ait à déplorer. En martelant dans les médias qu'il y a eu fraude, le PRD impose sa vision des choses.

B Prouver la fraude

Avant d'appeler ses partisans à la mobilisation, López Obrador doit s'assurer de la véracité de ses propos. La CPBT met en place une structure chargée de monter un argumentaire et d'apporter des preuves à l'accusation de fraude. Une commission pour la défense du vote regroupe les principaux dirigeants de la campagne, Leonel Cota Montaño, Jesús Ortega le directeur de campagne de López Obrador, Alberto Anaya le dirigeant du PT et Luis Maldonado le dirigeant de Convergence. Ils cherchent à réunir des données consistantes pour montrer l'existence de la manipulation du PREP. Depuis les années 90, les luttes électorales du PRD ont toujours été appuyées par des arguments scientifiques. Hélène Combes retient deux grandes catégories dans le répertoire d'action collective du PRD, la science et le recours au nombre⁵⁰. La seconde nous intéressera davantage dans le développement de la seconde partie, concentrons-nous ici sur la première de ces deux catégories.

Démontrer la fraude permet au PRD de légitimer les mobilisations postélectorales. Au cours de son histoire les militants ont donc développé un savoir-faire important. C'est presque une routine qui se met en place à chaque scrutin et qui est prête à s'enclencher à tout moment. Le PRD, grâce à son implantation dans les universités publiques, peut faire appel à des professeurs et chercheurs, à même de réaliser des enquêtes. C'est ce qui s'est produit lors de cette élection présidentielle. Le 2 juillet au soir, López Obrador accompagné d'une enquêtrice qui travaille pour le PRD, présente les résultats d'une enquête issue d'un sondage réalisé à la sortie des urnes ce jour-même. López Obrador est donné gagnant avec 37,10% des voix, devant Calderón qui recueillerait 34,6% des voix. Ce sont donc deux résultats qui s'opposent, celui de la légalité de l'IFE et celui de la légitimité partisane du PRD.

⁴⁹ Citation tiré d'un article du journal *El Universal* du 3 juillet 2006

⁵⁰ Combes Hélènes, « De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) », *op. cit.*, pp.152-158

La dénonciation des résultats du PREP par les dirigeants du PRD s'accompagne d'une accusation à son encontre. Le PREP cherche à faire élire son candidat, le candidat de la droite, le *panista* Felipe Calderón. López Obrador s'étonne que le PRD ait gagné « trois cinquième des circonscriptions et pas la Présidence »⁵¹, c'est bien selon lui, la preuve qu'il y a eu manipulation. Le PRD adopte une stratégie qui vise à mettre en cause les institutions de l'Etat. Or, paradoxalement ce sont en partie les militants du PRD, qui grâce aux mobilisations postélectorales ont participé à l'émergence de celles-ci. L'époque du PRI était celle d'une oligarchie qui constituée en bureaucratie, campait au cœur de l'Etat, se voulant les dignes héritiers de la révolution mexicaine et qui cherchait à préserver ses intérêts immédiats. En 2006, l'accusation est différente. L'Etat est un allié objectif du candidat de droite, donc de la bourgeoisie économique et des privilégiés. Cette accusation est la suite logique de ce que nous avons développé dans le chapitre précédent, la polarisation de la société mexicaine en deux camps distincts. Elle détermine en l'occurrence l'argumentation du PRD dans le sens d'un affrontement entre les privilégiés et les autres (sans jamais aller jusqu'à l'affirmation de l'existence de la lutte des classes). Même si cela n'est pas clairement visible dans le discours du PRD, c'est un fait que nous retrouverons au cours de la mobilisation. En effet, les secteurs mobilisés en faveur de López Obrador sont en grande partie les plus démunis.

C Le spectre de 1988

Parallèlement à la tâche que se sont donnée les dirigeants du PRD de prouver la manipulation du PREP dans les résultats finaux, le PRD commence à mettre en avant un mot d'ordre. Dès le 3 juillet, López Obrador exige un recompte « voix par voix, urne par urne ». Cette revendication structurera toute la mobilisation et s'est présentée dès le départ comme allant de soi, pour les raisons que nous avons expliquées plus haut⁵². Le PRD n'a jamais cherché à annuler l'élection, mais à imposer un recompte voix par voix. Toutefois, le PRD a envisagé trois possibilités : le recompte de tous les suffrages, faire annuler certaines irrégularités ou faire annuler toute l'élection pour cause d'irrégularité généralisée (comme l'intervention de Vicente Fox lors de la campagne). Le PRD optera pour la première.

Cette volonté de s'organiser rapidement et d'apporter des débouchés à une crise immédiate, prend sa source dans les souvenirs de 1988. Même si la fraude de Carlos Salinas de Gortari est l'évènement qui à terme donna naissance au PRD, elle symbolise aussi une défaite du camp de la démocratie. Comme le dit Leonel Cota dans les colonnes d'un quotidien, « nous ne voulons pas que se répète 1988, nous ne voulons pas que soit défaillant une nouvelle fois le système »⁵³.

De nombreux rassemblements spontanés ont lieu durant cette semaine du 2 au 7 juillet, devant les lieux où se déroulent les recomptes des voix. Des groupes de sympathisants de López Obrador se réunissent également devant les différents sièges de l'IFE. Le 6 juillet à Mexico, une cinquantaine de personnes se retrouvent avec des pancartes sur lesquelles sont inscrits « Voto por voto ! Casilla por casilla ! », ou encore « IFE vendidos ! Corrompus ! ». Ces mouvements spontanés sont guidés une nouvelle fois par le souvenir de 1988. Un sympathisant du candidat du PRD s'exclame : « ce n'est pas possible, ce qu'ils refont »⁵⁴. Ces manifestations ne sont pas coordonnées par le PRD, ou en tout cas pas

⁵¹ Citation tiré d'un article du journal *El Universal* du 4 juillet 2006

⁵² Cf. *infra* p.27

⁵³ *El Universal* du 3 juillet 2006

⁵⁴ *El Universal* du 7 juillet 2006

officiellement. Il est possible cependant que ces premiers regroupements de sympathisants résultent de la mise en œuvre du répertoire d'action du PRD de manière routinière, étant donné que l'organisation a très souvent contesté la fraude par la mobilisation. De plus, des militants locaux du PRD ont pu, sur la base d'initiatives personnelles, être à l'origine de ces rassemblements⁵⁵.

Lors de cette première phase, le PRD a appelé ses sympathisants à se mobiliser uniquement pour faire de l'observation lors du comptage des voix par district les 5 et 6 juillet. L'observation électorale est un autre des éléments de son répertoire d'action. Elle a été pour le PRD un moyen d'exercer un contrôle, dans la limite du possible, sur la régularité des processus électoraux⁵⁶. Au cours des années 90, le PRD a réussi à faire accepter officiellement la présence d'observateurs nationaux (comme *Alianza Civica*) et internationaux, n'y prenant plus part de manière isolée et légitimant ainsi sa démarche. D'autre part, nombreux militants du PRD disposaient de la double-casquette permettant un travail unifié sans affrontements entre organisations et donc plus efficace.

Le 6 juillet, Andrés Manuel López Obrador convoque pour le 8 juillet une grande manifestation, qu'il nomme Assemblée informative, au cours de laquelle il exposera les preuves de la fraude électorale. Cette date symbolise l'ouverture de la mobilisation postélectorale contre la fraude qui durera plus de deux mois.

Penchons-nous dès à présent plus en détails sur le concept de fraude.

III La fraude électorale

A Qu'est-ce que la fraude électorale ?

Nous avons choisi de présenter la définition que donne Bernard Owen de la fraude :

« La fraude électorale cherche à modifier la volonté du corps électoral. Elle apparaît dans les domaines imprévus par le législateur. Le fraudeur peut travailler en cachette, utiliser les failles d'un texte ou l'interpréter de façon abusive. La fraude est organisée, importante ou isolée. Etant donné l'importance que prend maintenant l'élection dans l'obtention du pouvoir politique à quelque niveau que ce soit, la fraude est et sera toujours présente. »⁵⁷

Deux remarques s'imposent à la lecture de cette définition. Premièrement, la fraude est intrinsèque à l'élection. Elle serait un type d'effet pervers, propre à une situation politique qu'est le processus électoral. La transition démocratique mexicaine ne signifie pas par conséquent la disparition totale de la fraude, mais une simple diminution de la fréquence à laquelle elle s'exerce. La fraude est plus fréquente dans des régimes politiques instables, que dans des Etats où la démocratie libérale est consolidée depuis un certain temps. Dans le second cas, l'apprentissage du vote a pu arriver à un stade de maturité avancé, il est devenu un vote personnel et secret. Deuxièmement, cette définition ne correspond pas aux cas de fraude qu'a pu mettre en place le PRI lorsqu'il était au pouvoir. Effectivement, selon Owen la fraude échappe au législateur. Or, pendant plus de 70 ans, la fraude émanait du pouvoir

⁵⁵ Sans entretien avec des acteurs de la mobilisation, ces pistes de réflexion ne peuvent qu'être hypothétiques.

⁵⁶ Combes Hélène, « De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) », *op. cit.*, pp.152-158

⁵⁷ Owen Bernard, « Les fraudes électorales », *Pouvoirs*, n°120, éd. Seuil, 2007, pp.133-147

exécutif et législatif lui-même. D'autre part, en 2006 la dénonciation de López Obrador met en cause un Etat et des institutions dans l'irrégularité du scrutin, afin de favoriser un candidat en particulier. Nous pourrions donc compléter la définition proposée par Owen en ajoutant l'idée que la fraude peut aussi être « officielle », c'est-à-dire émanée du pouvoir politique lui-même. Nous pensons d'ailleurs que ce type de fraude est le plus fréquent et qu'il est une caractéristique récurrente des régimes autoritaires.

B Quatre cas de figure

Dans son article sur les fraudes électorales, Bernard Owen distingue quatre grands types de fraude⁵⁸, dont trois nous intéressent plus particulièrement : l'excès d'influence, voter pour autrui et les avantages en nature. Le premier de ces trois types de fraude, l'excès d'influence, consiste en « l'utilisation ou la menace de violence pour obliger un électeur à voter ou ne pas voter »⁵⁹. Ce cas de fraude a longtemps existé au Mexique sous le régime du PRI. Ce dernier-disposait d'une police secrète, la Direction fédérale de sécurité (DFS), dont on peut soupçonner des agissements violents, d'emprisonnement ou de meurtres des opposants⁶⁰. En revanche, si le spectre de cette période trouve encore une certaine résonance dans les discours de certains militants du PRD, il nous paraît peu probable que l'usage d'une telle violence se soit déroulée en 2006.

La deuxième méthode, voter pour autrui, est le fait de voter pour quelqu'un d'autre « vivant ou mort ou non existant »⁶¹. Cela consiste entre autre à consulter la liste des inscrits et faire voter les abstentionnistes pour bourrer les urnes. Phénomène inverse que ne cite pas Owen mais qui va dans le même sens, celui des inscrits supprimés des listes électorales. Le témoignage d'un électeur le jour du 2 juillet 2006 corrobore cette idée :

« La plus grande partie de ces personnes sont en train de s'interroger sur cette situation [le fait de ne pas être sur les listes]. Ils ont leurs carte d'électeurs mais ils ne peuvent pas voter parce qu'on ne les trouve pas sur la liste. »⁶²

Cependant, un seul témoignage comme celui-ci, ne permet pas de trancher le débat fraude ou pas fraude. D'ailleurs, là n'est pas notre objectif ! Cet exemple nous sert en revanche d'illustration à un cas possible, mais hypothétique, de fraude dans le contexte du scrutin présidentiel de 2006.

Le troisième cas de figure présenté par l'auteur est celui des avantages en nature. Selon les mots de Bernard Owen, ce type de fraude consiste à « inviter soi-même ou par l'intermédiaire d'un autre à des repas, offrant boissons ou sorties afin d'inciter à voter ou ne pas voter »⁶³. Ce fonctionnement reste très difficile à prouver comme étant à la base d'une fraude massive. Cependant, cette pratique est largement diffusée au Mexique et utilisée par

⁵⁸ Cette typologie est en réalité codifiée dans la loi électorale anglaise de 1983, *Representation of the people act 1983*, sect. 60, 113, 114, 115.

⁵⁹ Owen Bernard, « Les fraudes électorales », *art. cit.*, p.134

⁶⁰ Rappelons que selon le PRD, ce sont plus de 500 militants qui disparaîtront ou seront assassinées entre 1988 et 1994 sous la présidence de Salinas de Gortari.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Témoignage tiré du film de Lui Mandoki (réalisateur), 2007, Fraude, Mexico*

⁶³ *Ibid.*

un grand nombre de partis pour chaque élection⁶⁴. Bien qu'illégale, cette méthode semble avoir été normalisée et perçue comme routinière. Il y a tout à prétendre que cela a été le cas en 2006.

Ces cas de fraude sont des exemples récurrents dans l'histoire des élections au Mexique. C'est à ce titre qu'il nous a semblé opportun de les présenter. Le PRD dans son argumentaire pour prouver la fraude insistera davantage sur le second.

Nous avons montré dans cette partie que l'incertitude des résultats a été interprétée par le PRD comme un cas de fraude. Nous avons alors montré quelles ont été les premières réactions de la part du parti et de ses dirigeants. L'histoire du PRD et les processus routiniers qu'il a mis en place lui ont permis de mettre en œuvre immédiatement un répertoire d'actions pour tout d'abord prouver la manipulation. Puis nous nous sommes arrêtés sur le concept de fraude.

Pour terminer sur cette première partie qui traite des facteurs expliquant les raisons de la mobilisation, il reste à présenter celui qui a été le candidat du PRD pour l'élection présidentielle.

Chapitre 3 : Une biographie politique d'Andrés Manuel López Obrador

Ce chapitre est entièrement consacré à une biographie politique du candidat du PRD à l'élection présidentielle de 2006. Nous n'insisterons par conséquent que sur des éléments politiques de sa vie, susceptibles de nous éclairer sur le rôle qu'a eu à tenir López Obrador pendant la mobilisation. Trois moments marquent sa vie politique, celui de militant, de dirigeant, puis d'homme de pouvoir. Nous verrons que le parcours d'Andrés Manuel López Obrador est intimement lié à celui du PRD.

I Lutter pour la démocratie

A La sortie du PRI

En 1983 il est élu à la Présidence du PRI dans l'Etat de Tabasco, son Etat natal. Le parti historique du Mexique s'inscrivait à cette époque dans un projet de modernisation de son fonctionnement et celui du système politique en place. López Obrador portait lui aussi cette volonté au niveau local. Il souhaitait instaurer comme règle de fonctionnement interne au parti, la démocratie. Dans l'Etat de Tabasco, les comités de base du parti étaient élus de manière démocratique. Lopez Obrador voulait implanter le parti dans le peuple et créer des liens organiques entre les deux. Mais l'hégémonie de Salinas au sein de toute l'organisation, qui symbolisait un PRI autoritaire, accéléra les dissensions internes, jusqu'à la sortie du

⁶⁴ Lors d'un voyage au Mexique, nous avons été témoin dans la ville de Tepoztlán, à 1h au sud de la capitale, de telles pratiques. Au mois de juin 2009, quelques jours avant les élections législatives fédérales, le PAN, sur le Zócalo distribuait des cartons aux habitants dans lesquels on pouvait trouver des boissons et des paquets de biscuits. Devant notre étonnement, les personnes avec qui nous nous trouvions expliquaient que ce genre de pratique est très courant au Mexique.

Courant Démocratique du PRI en 1987. López Obrador était membre de ce courant et accompagna Cuauhtémoc Cárdenas dans son projet de nouveau parti⁶⁵.

López Obrador se présenta à l'élection de la Présidence municipale de Villahermosa (Tabasco) en 1988 sous les couleurs du FDN avec le soutien de Cárdenas. Cette première expérience annonçait une longue collaboration entre les deux hommes qui durera jusqu'au début des années 2000. En 1990 le Président du PRD proposa à López Obrador la présidence du parti, ce qu'il refusa, permettant ainsi à Cárdenas d'être reconduit à la tête du parti (qu'il gardera jusqu'en 1993). Cet événement traduit la confiance qu'accordait le dirigeant historique du PRD à López Obrador.

B Les premières luttes et la reconnaissance nationale

C'est en 1992 puis en 1994 qu'Andrés Manuel López Obrador se fit connaître sur la scène nationale, tant par les militants du PRD que par le pays tout entier. Au cours d'« exodes pour la démocratie », des luttes postélectorales contre la fraude, López Obrador consolida son capital politique. Par capital politique nous entendons, tout le savoir-faire et les ressources accumulés par un homme politique au cours de sa carrière⁶⁶. Daniel Gaxie distingue deux « types idéaux » de capital politique. Tout d'abord, il peut être fondé sur des ressources individuelles, c'est-à-dire qu'un individu de par sa situation économique, ses diplômes, la reconnaissance sociale dont il jouit, accède à des postes de responsabilité politique, dans l'administration ou dans son parti. Un autre capital politique s'appuie sur les ressources offertes par une organisation politique, comme la formation, les soutiens électoraux et financiers. Autrement dit, un individu doit tout à son parti. Ces deux idéaux types ne s'excluent pas et fonctionnent de manière concomitante, même si l'un prend le pas sur l'autre. Andrés Manuel López Obrador est par exemple diplômé de science politique et d'administration publique. Cette ressource individuelle lui a permis d'entrer en politique à des postes de responsabilité locale. Mais, son arrivée sur la scène politique nationale est dû au fait qu'il a dirigé une mobilisation victorieuse au nom du parti auquel il appartenait.

Nous avons montré en introduction que le PRD était un acteur central dans les luttes postélectorales contre la fraude au cours des années 90. « El éxodo por la democracia » en est un exemple. En 1992, López Obrador prit la tête d'une contestation contre la manipulation du processus électoral qui avait imposé la victoire d'un candidat du PRI, Neme Garcia, au poste de Gouverneur de l'Etat de Tabasco. Outre la réalisation de manifestations locales, López Obrador dirigea une marche qui arriva en novembre 1990 sur le Zócalo de Mexico. Le jour de l'arrivée, la présence de mandataires, de ministres et de correspondants de presse étrangers obligea le Gouvernement fédéral de l'époque à céder. Se mit alors en place dans l'Etat de Tabasco des Gouvernements municipaux mixtes, le PRI et le PRD se partageant le pouvoir. Cette première grande marche servira d'exemple à tel point que son nom « l'exode pour la démocratie » deviendra l'appellation de toutes les marches contre la fraude⁶⁷. López Obrador est donc à l'initiative de l'une des premières grandes victoires acquises par le PRD dans sa lutte contre le pouvoir du PRI. Cet épisode consolida la confiance politique qu'apportait Cuauhtémoc Cárdenas à López Obrador, puisque selon Adriana Borjas Benavente ce dernier « montra un sens de l'opportunité politique et une

⁶⁵ Voir introduction p.16

⁶⁶ Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, Montchrestien, Coll. Clefs Politique, 4^e édition, 2003, p.81.

⁶⁷ Combes Hélène, *De la politique contestataire à la fabrique partisane : le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000)*, op. Cit., p.172

pleine identification avec la ligne d'intransigeance démocratique et avec la stratégie de confrontation imposées au PRD par Cárdenas »⁶⁸.

En 1994, López Obrador fut candidat au poste de Gouverneur de l'Etat de Tabasco. Il refusa de reconnaître les résultats qui annonçaient Roberto Madrazo du PRI vainqueur. Il entama comme deux années auparavant, une série de manifestations réprimées par le gouvernement. S'en suit un seconde marche jusqu'à Mexico, qui exigeait l'annulation de l'élection. Disposant de preuves irréfutables concernant la fraude, il reçut le soutien du PAN, spécialement de Santiago Creel et José Agustín Ortiz Pinchetti, alors membre de l'IFE. Cette seconde marche marque la reconnaissance par ses concurrents politiques, de López Obrador. Il est vrai qu'à cette époque le PAN pouvait être un allié temporel du PRD contre le PRI, ce qu'il n'était plus en 2006.

Ces deux luttes, sont pour Andrés Manuel López Obrador un premier apprentissage de l'action politique, comme leader de l'opposition. Elles lui permettent d'augmenter son capital politique et de se rapprocher de Cuauhtémoc Cárdenas. Pour les militants du PRD, ces conflits postélectorales vont servir de référence et symbolisent l'émergence d'un nouveau leader politique qui va peu à peu remplacer le dirigeant historique, Cuauhtémoc Cárdenas.

II Diriger le PRD

A Président du PRD

L'accès d'Andrés Manuel López Obrador à la Présidence du PRD en juillet 1996 concrétise un parcours militant ascendant tout en ouvrant une nouvelle étape dans celui-ci. Il semble suivre la carrière politique classique, symbolisée par une progression étape par étape. Daniel Gaxie a étudié ce processus de « cursus honorum ». Il écrit que « quelles qu'en soient les modalités, l'entrée dans les milieux politiques marque l'inscription dans une hiérarchie de postes que les hommes politiques vont s'efforcer de gravir avec plus ou moins de réussite »⁶⁹. Cette ascension peut aussi bien portée sur des postes internes à un parti politique que sur des postes dont l'accession est garantie par le suffrage universel. López Obrador, après avoir été candidat local du PRD et membre du Comité exécutif national, devient Président du PRD. Toutefois, l'étendue du pouvoir dont il dispose est limitée par le charisme de Cuauhtémoc Cárdenas qui demeure le leader idéologique et symbolique du parti. Or, cela ne pose pas énormément de problème au nouveau Président du PRD, puisqu'à cette époque, sa ligne politique et stratégique se veut dans la lignée de celle de son mentor. Par ailleurs, outre la légitimité qu'a López Obrador en recevant le soutien de Cárdenas, il a été élu au suffrage universel direct par les militants. L'adoption de ce mode de scrutin lors du II^e Congrès du parti en juillet 1993, avait pour but de renforcer la légitimité du Président afin de dépasser les clivages entre courants et de mettre en œuvre au niveau interne les principes pour lesquels lutte le PRD⁷⁰. López Obrador est élu par plus de 75% des voix des militants, lui accordant ainsi une confiance sans faille, d'autant plus que Heberto Castillo, une des plus grandes figures de la gauche socialiste mexicaine, n'obtenait que 13% des voix. Andrés Manuel López Obrador devenait le numéro deux du PRD.

⁶⁸ Borjas Benavente Adriana, « Liderazgos carismáticos e institucionalización política : el caso del Partido de la Revolución Democrática », *Confines*, n°1, janvier-juin 2005, pp.105-131

⁶⁹ Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, *op. cit.*, p.85

⁷⁰ Prud'homme Jean-François, « Le PRD : une institutionnalisation difficile », *art. cit.*

B Renforcer le parti

A la tête du parti, López Obrador introduisit certains changements dans la stratégie de celui-ci. Les victoires électorales de la période 1997-1999, dont celle de Cuauhtémoc Cardenas qui devient Maire de Mexico avec 48% des suffrages, ouvrent de nouvelles possibilités au PRD. Il est maintenant envisageable de concurrencer le PRI au sein-même du système politique en remportant des élections. L'institutionnalisation du parti va donc être le nouveau cheval de bataille de López Obrador. Tout d'abord, la démocratisation du parti offre de nouveaux espaces plus larges aux différents courants qui vont dès lors s'unir pour réussir cette institutionnalisation. D'autre part, la ligne politique devient moins intransigeante dans le domaine législatif. Le PRD accepte la réforme électorale de 1996⁷¹, adoucit ses critiques à l'égard du Gouvernement Fédéral, se concentrant sur l'élaboration d'un projet de modèle économique alternatif. Le discours de López Obrador sur la crise de la dette que connut le Mexique en 1998 a pour la première fois clairement situé le PRD dans le camp des plus démunis. L'argument fondamental que développait le Président du PRD était que la crise de la dette était la crise des banquiers, que le peuple mexicain n'avait pas à payer la faillite des plus riches. Avec cet épisode, López Obrador se dote d'une image qui le place aux côtés des plus pauvres et des plus faibles. Ceci se retrouvera dans la gouvernance qu'il fera en tant que Maire de Mexico et dans son programme de 2006, dont nous avons déjà évoqué le contenu. Le PRD mène alors de front une double lutte, pour la démocratie et pour la justice sociale.

III Accéder au pouvoir : l'expérience de la présidence de la Ville de Mexico, transparence et gestion alternative.

En 2000, Andrés Manuel López Obrador se présenta au poste de Gouverneur du District fédéral. Sa campagne reprenait le slogan qu'il avait adopté lors de la crise de la dette, « pour le bien de tous, avant tout des pauvres ». Il fut élu avec 34,8% des voix. Il s'agissait pour López Obrador et le PRD d'assurer une gestion en adéquation avec les promesses faites pendant la campagne. Nationalement, le PRD souffrait d'un certain recul électoral. A la présidentielle de 2000, Cuauhtémoc Cardenas ne recueillit que 16,64% des suffrages, replaçant le PRD au troisième rang des forces politiques nationales. Les premiers mois de López Obrador à la tête de la mairie de Mexico se caractérisaient par une gestion par le conflit, en affrontant et en défiant le Gouvernement fédéral de Vicente Fox et certains membres du PAN qu'il accusait de négocier avec le PRI. Le PRD craignait sans doute que l'alternance politique pour laquelle il luttait depuis plus de dix ans et qui s'était enfin réalisée, ne profite davantage au PAN qu'à lui-même. Cependant, dans le courant de l'année 2001, López Obrador va changer de stratégie, sans d'ailleurs en expliquer les raisons, au profit d'un discours défendant l'institution présidentielle. Tout laisse à penser que, suite à la sévère défaite de Cárdenas en 2000, López Obrador se pressentait comme le candidat naturel pour 2006.

Il restait à cette époque au PRD de se créer une identité politique, non pas dans la lutte et la mobilisation, mais au sein même du pouvoir. La gestion de la ville de Mexico par López Obrador impose une nouvelle forme de gouvernance pour le Mexique, qui se différencie fondamentalement des modes de gouvernement du PRI, notamment en instaurant la règle de la transparence. Notre objectif n'est pas de décliner dans les détails

⁷¹ La Réforme électorale de 1996 poursuit l'ouverture du système politique en intégrant la proportionnelle dans l'élection des députés, donnant lieu à un scrutin mixte. D'autre part, elle instaure le suffrage universel direct pour l'élection du Gouverneur du District fédéral.

les mesures prises par le PRD, mais de comprendre en quoi la gestion de la ville diffère. Tout d'abord, chaque jour l'administration de Mexico diffusait les dépenses et les recettes. Il fallait montrer que le PRD n'était pas un parti corrompu et qu'en cela il était différent des autres. D'autre part, la société civile était intégrée à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques relatives aux travaux ou à des projets urbains. La négociation prend une part importante dans la gestion locale, et plus particulièrement dans la gestion des conflits. Ces derniers sont moins nombreux pour une seule et bonne raison, le PRD qui était à la tête de ces mobilisations, se trouve maintenant au pouvoir. Le nombre d'actions manifestantes a diminué de 75% avec l'arrivée du PRD au gouvernement de Mexico⁷². Les anciens alliés du PRD dans les mobilisations, notamment les syndicats et associations regroupant des vendeurs ambulants, des chauffeurs de taxi ou de *pesero*, sont intégrés au processus de décision. Le PRD a mis en place une Coordination de Participation citoyenne et de Gestion sociale. Ces mécanismes de traitement des demandes sociales sont extrêmement importants aux yeux des dirigeants du PRD, formés dans les rangs de l'opposition à un parti unique. « De cette expérience, ils ont tiré un double enseignement : la reconnaissance de l'action protestataire comme une forme pertinente de l'expression des demandes sociales, et la nécessité d'offrir une attention toute particulière aux acteurs qui en sont les promoteurs »⁷³. L'institutionnalisation du PRD s'accompagne d'une volonté de canaliser la contestation sociale au profit d'accords négociés. Ce positionnement du PRD, initié par López Obrador aura pour conséquence principale le développement d'un soutien des classes moyennes et hautes au Maire de Mexico. Selon, Adriana Borjas Benavente, « López Obrador a réussi à conférer une identité à la gauche dans la dimension gouvernementale et a réussi à attirer l'attention et un jugement positif des citoyens de tout le pays »⁷⁴. Il est primordial de saisir les changements apportés par ce mode de gestion d'une entité administrative, dans la mesure où le projet de López Obrador pour 2006 était d'étendre ce qu'il avait réalisé au niveau du District fédéral entre 2000 et 2005 à tout le pays. Il se présentait donc en 2006 avec une expérience de gouvernement conséquente et positive.

La mise en œuvre du programme sur lequel s'est fait élire López Obrador a notamment permis l'ouverture de l'Université de la Ville de Mexico dispensant un enseignement gratuit, un investissement massif dans les travaux publics avec la construction d'habitations, d'écoles et de routes. Par ailleurs, la gestion économique de Mexico a permis de trouver des financements pour maintenir un accès à l'eau potable. L'Administration de López Obrador a mis sur pieds un Programme intégré de développement social, atteignant 20% du budget global. Ce programme social a financé la prestation de soins gratuits aux plus nécessiteux ne bénéficiant pas du système de sécurité sociale. Il a également offert une aide économique aux mères célibataires avec des enfants à charge et une pension alimentaire universelle pour les personnes âgées de plus de 70 ans. La réalisation de ce programme économique et sociale au niveau de la ville de Mexico a permis à López Obrador de montrer qu'il existait d'autres modes de gouvernement que celui pratiqué par le PAN et le PRI.

En 2006, le candidat du PRD se présentait aux élections avec un avantage, celui de l'expérience qu'il a mené en tant que chef du Gouvernement de Mexico. Il a réussi à prouver dans la pratique que le PRD n'était pas uniquement un parti de contestation, mais aussi un

⁷² Combes Hélène, « De la rue au palais municipal. La gestion des conflits sociaux par le Parti de la révolution démocratique à Mexico (1997-1998) », Cahiers des Amériques Latines, n°33, 2000/1, pp.153-172

⁷³ *Ibid*, p.163-164

⁷⁴ Borjas Benavente Adriana, « Liderazgos carismáticos e institucionalización política : el caso del Partido de la Revolución Democrática », *art. Cit.*, p.114

parti à même de diriger efficacement la société. Il a réussi à doter la gauche mexicaine d'une identité politique fondée sur une gestion transparente et alternative au modèle néolibéral. Cependant, les succès qu'il a connus sont davantage identifiés comme étant ceux de López Obrador et non ceux du PRD. « López Obrador s'est démarqué de manière implicite du PRD : loin de se présenter comme militant partisan, il se déclare social-démocrate, se situe au centre-gauche du spectre politique et affirme s'identifier pleinement avec les idées et principes de Benito Juárez et de la Révolution mexicaine »⁷⁵. Ce phénomène de démarcation par rapport à son parti politique d'origine est quelque chose que l'on retrouve souvent chez des candidats participant à une élection présidentielle. Il faut moins montrer sa fidélité à son parti à travers un discours partisan fort, qu'une personnalité imposante et capable d'assumer le statut présidentiel. Dans l'optique d'être élu, Andrés Manuel López Obrador se devait de se démarquer de son parti et affirmer un projet qui serait identifié à sa personne. Mais ce phénomène de personnalisation de l'action et du programme politique n'est pas nouveau au PRD. Le poids de leaders charismatiques a toujours été prédominant et dominant.

IV « AMLO », un leader charismatique

A La place du pouvoir charismatique au PRD

Le pouvoir charismatique est selon Max Weber une des trois formes de pouvoir, avec le pouvoir traditionnel et le pouvoir rationnel-légal. L'étymologie du mot *charismatique* renvoie au grec, *charisma*, c'est-à-dire le *don* et la *grâce*. Cette forme de pouvoir serait donc fondée sur les compétences presque divines d'un homme qui en s'élevant au-dessus du groupe, le domine. Le pouvoir charismatique est symptomatique des sectes religieuses, dans lesquelles le gourou exerce ce rôle de chef adulé. Comment est-il possible alors que cette forme de pouvoir se retrouve au sein d'un parti politique ?

Les relations de pouvoir au sein du PRD ont toujours été un mélange entre le formel et l'informel, l'instauration de règles internes modifiant progressivement les relations vers une certaine rationalisation. Cependant, « l'autre grand trait caractéristique a été au sein de l'organisation les relations charismatiques »⁷⁶. Or, il ne peut avoir qu'un seul leader sous peine de voir l'organisation se déchirer. Cuauhtémoc Cárdenas a été pendant onze ans ce leader charismatique. Il a permis au PRD de survivre en surpassant ses clivages, mais pour cela Cárdenas exigeait une marge de manœuvre personnelle importante dans la nomination des députés et des sénateurs. Le pouvoir charismatique est donc par essence antagoniste avec la démocratie, dans la mesure où les choix ne relèvent pas de la majorité.

La défaite sévère de Cárdenas à l'élection présidentielle de 2000 marque le début du déclin de son règne et le commencement de celui d'Andrés Manuel López Obrador.

B López Obrador nouveau leader

Nous avons traité plus haut de son parcours politique ascendant, dont certains éléments laissent à penser que cette nouvelle place de leader occupée par López Obrador n'est pas le fruit d'un hasard total. Dès 1990, Cárdenas lui avait proposé le poste de Président du

⁷⁵ Borjas Benavente Adriana, « Liderazgos carismáticos e institucionalización política : el caso del Partido de la Revolución Democrática », *art. Cit.*, p.115

⁷⁶ Prud'homme Jean-François, « Le PRD : une institutionnalisation difficile », *art. cit.*

parti, ce qu'il avait refusé. En 1992 il mène l'une des plus grandes luttes victorieuses du PRD, ce qui lui assure une reconnaissance nationale, tant par les militants du PRD que par tous les acteurs politiques. En 1996, il est le premier Président du PRD élu au suffrage universel direct par les militants avec plus de 75% des voix. Au cours de son mandat à la Mairie de Mexico, il acquiert une légitimité supplémentaire, cette fois-ci dans la gestion d'une administration. Tous ces éléments participent à la construction du leader charismatique. Il a réussi « à construire un leadership solide, basé sur des faits concrets, ceci étant alors perçu comme la meilleure option quant à un projet alternatif national pour la Présidence de la République »⁷⁷.

C Pour « AMLO », contre l'establishment: el proceso de desafuero

Nous avons vu précédemment que López Obrador se présentait comme un des favoris pour l'élection présidentielle de 2006. Invoquant la légalité, le PAN et plus particulièrement Vicente Fox, vont ouvrir un procès contre López Obrador au cours duquel il risque de perdre ses droits de citoyens et son éligibilité. Andrés Manuel López Obrador a été accusé d'avoir violé la légalité en construisant une route d'accès à un hôpital sur un terrain exproprié illégalement par le Gouvernement *perridista* précédent de Rosario Robles. Cela constitue un délit criminel mineur. Vicente Fox a donc engagé, selon l'article 111 de la Constitution mexicaine, un procédé permettant aux élus bénéficiant de l'immunité parlementaire d'être jugé. A l'Assemblée nationale, s'est constituée l'équivalent d'une commission d'enquête, regroupant deux députés du PRI, un du PAN et du PRD. Ils devaient examiner les pièces du dossier et juger de la responsabilité de López Obrador dans cette affaire. Le 7 avril 2005, 360 députés contre 127 votent pour la levée de l'immunité parlementaire du gouverneur de Mexico.

Dans un premier temps, la défense de López Obrador a consisté à dénoncer un complot de l'« establishment » contre sa personne, marquant un retour à la stratégie de confrontation directe avec ses adversaires, abandonnée trois ans plus tôt. Dans un second temps, conscient de sa popularité⁷⁸, Andrés Manuel López Obrador a lancé un appel populaire de soutien à sa personne. Le 24 avril 2005, il appelle à une manifestation contre le jugement en cours. Selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur, ce sont plus de 1 millions de personnes qui ont défilées. La manifestation s'est terminée sur la Place de la Constitution, le Zócalo de Mexico, comme 13 ans auparavant lorsque la marche de l'« exode pour la démocratie » était arrivée dans la capitale. Cette mobilisation populaire de soutien à López Obrador a forcé le Président Vicente Fox à suspendre le processus judiciaire trois jours plus tard. La stratégie d'affrontement par la lutte avait permis au leader du PRD de pouvoir continuer à espérer devenir Président de la République.

Nous pensons que cet épisode de la vie politique mexicaine a joué un rôle important dans le phénomène de polarisation dont nous avons parlé dans le chapitre 1. En effet, le jugement de López Obrador symbolisait bien plus qu'une simple décision de justice. La polarisation de la société mexicaine lors des élections de 2006 est née de cet affrontement. Il était en réalité question d'être pour ou contre « AMLO » et le projet politique alternatif qu'il portait pour le Mexique.

⁷⁷ Borjas Benavente Adriana, « Liderazgos carismáticos e institucionalización política : el caso del Partido de la Revolución Democrática », *art. Cit.*, p.123

⁷⁸ Plusieurs sondages publiés en 2004 et 2005 le présentent comme le potentiel vainqueur de l'élection présidentielle de 2006

Partie 2 : Les ressources et le répertoire d'action de la mobilisation postélectorale

La mobilisation postélectorale de 2006 est historique dans l'histoire mexicaine. Jamais le Mexique n'avait connu une telle effervescence politique depuis la Révolution victorieuse en 1917, les manifestations réuniront jusqu'à 3 millions de personnes. Cette seconde partie sera consacrée à l'étude de cette mobilisation. Dans un premier temps, nous traiterons des ressources et des facteurs explicatifs rendant compte de l'émergence de la lutte, de son ampleur. Nous verrons ainsi la relation qui s'établit entre la mobilisation et le PRD. Ensuite, nous aborderons l'analyse des diverses formes qu'a pris la contestation au cours de son développement.

Chapitre 4 : Le PRD à la base de la mobilisation

Afin de comprendre pourquoi et comment le conflit postélectoral surgit, nous développerons d'abord une étude de la propension à la mobilisation à partir des analyses d'Oberschall et les ressources mises en œuvre par le PRD. Nous insisterons ensuite sur un facteur subjectif, le poids des carrières militantes de ce même parti.

I La mobilisation des ressources à partir de l'analyse d'Oberschall

En 1973 Oberschall propose une nouvelle analyse des mouvements sociaux, fondée non plus sur l'action individuelle ou la psychologie des foules, mais sur le type de structuration sociale d'un groupe. Oberschall « introduit donc une densité sociale dans les modèles d'analyse trop souvent plus abstraits que théoriques »⁷⁹. Nous nous proposons ici de comprendre la mobilisation de 2006 à partir de ce modèle qui nous mènera à un questionnement en termes de ressources

A Une propension élevée à la mobilisation

Oberschall s'intéresse dans un premier temps à la relation entre le groupe étudié et les autres éléments de la société, notamment les institutions et l'Etat. Si le groupe entretient des relations stables avec ces autres éléments pour pouvoir faire entendre ses revendications, alors le groupe est dit intégré. Dans le cas contraire, le groupe, n'ayant pas accès à ces relais institutionnels, est dit segmenté. Selon nous, le PRD que nous identifions comme le groupe principal et dirigeant de la mobilisation est un groupe intégré et ce pour une simple raison. Le PRD était en 2006 la seconde force politique du pays, représenté dans les institutions

⁷⁹ Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. Repères, 4^{ème} éd., 2005, p.55

locales et fédérales. Il ne fait aucun doute que les revendications pour le recompte des voix aient été relayées par les parlementaires et entendues par le pouvoir alors en fonction, l'administration Fox. Mais, un groupe intégré ne voit pas automatiquement ses revendications satisfaites, dans la mesure où d'autres éléments entrent en jeu. Cependant, il est vrai de noter qu'un groupe intégré dispose d'une ressource primordiale et avantageuse non contestable grâce à sa présence au cœur du pouvoir.

Un deuxième élément est pris en compte dans l'analyse d'Oberschall : la nature des liens au sein du groupe. Trois formes de structuration sociale sont possibles. Le groupe est fondé sur une organisation traditionnelle et dispose d'un porte-parole naturel, il est alors dit communautaire. Un groupe peut aussi être caractérisé par son très faible niveau d'organisation, cela concerne les groupes dominés comme les prostituées ou les sans domicile fixe. Une troisième forme est relative aux groupes constitués de larges réseaux d'associations ou de différentes sortes, on parlera de groupe associatif. Le PRD entre dans le troisième groupe, celui des réseaux. Comme le note justement Hélène Combes, la dynamique de création du PRD par agrégation en 1989 a vu le regroupement d'une multitude de réseaux locaux, associatifs, syndicaux ou partisans⁸⁰. Le PRD dispose également, d'une certaine manière, d'un porte-parole naturel en la personne d'Andrés Manuel López Obrador. Cependant, nous pensons que l'existence d'un leader naturel n'est pas suffisante pour expliquer une mobilisation de l'ampleur de celle de 2006. Cela peut être un point de départ à la lutte, notamment grâce à la portée que prennent les revendications au travers du discours du leader. Dans ce cas précis, López Obrador était en capacité de porter un discours diffusé largement, mais avait inévitablement besoin d'un soutien, ce qu'il trouva dans la structure partisane du PRD.

Selon Oberschall, si nous croisons les deux éléments, un groupe intégré et un modèle associatif de structuration sociale, en résulte une propension à la mobilisation élevée. Or, le conflit que nous étudions a bien été un conflit massif en terme quantitatif, puisque ce sont des millions de personnes qui se sont mobilisées pendant plus de deux mois. Mais comme le souligne Erik Neveu, « si l'acquis le plus net des analyses d'Oberschall est bien de souligner le poids des données de structuration sociale, des réseaux de solidarité, il aide par là à expliciter la notion de mobilisation des ressources. Le poids d'un groupe dans un mouvement social dépend d'un capital de moyens, de ressources »⁸¹. Ces dernières étant accessibles grâce à l'accès au relais institutionnel et par les réseaux associatifs.

B Mobiliser des ressources

Les ressources mises en œuvre visent à la satisfaction des revendications ou demandes. Elles peuvent être diverses. Au cours de la mobilisation, le PRD a pu mobiliser deux types de ressources, les premières que nous appellerons institutionnelles, ont traités aux instances représentatives et judiciaires. Les secondes, que nous appellerons quantitatives et qualitatives, ont à voir notamment avec le nombre et le sentiment identitaire.

1 Les ressources institutionnelles

Nous entendons par ressources institutionnelles, la possibilité pour le PRD de déposer un recours devant le Tribunal électoral du Pouvoir judiciaire fédéral (TEPJF) et de

⁸⁰ Voir l'article de Combes Hélène, « Des militants par intermittence ? Le Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) », *Critique internationale*, n°30, janvier-mars 2006, p.145-160

⁸¹ Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux, op. cit.*, p.56

pouvoir intégrer la discussion sur la lutte contre la fraude au sein même des institutions représentatives, la Chambre des députés et le Sénat. Ces moyens utilisés par le PRD dans sa lutte pour le recompte des voix ont été acquis lors du processus de démocratisation mexicain au cours des années 90 et 2000. Grâce à l'instauration de la norme de la légalité au travers d'institutions tierces, comme l'IFE ou le TEPJF, le PRD peut contester les résultats sur le terrain judiciaire. En cela, le mouvement de 2006 se différencie du conflit de 1988. Par ailleurs, l'institutionnalisation du PRD dans les instances de représentation lui ouvre les portes de la discussion parlementaire. Ses élus peuvent se faire les relais de la contestation. L'intégration du PRD dans les institutions politiques a façonné un parti qui se partage entre mobilisation et discussion parlementaire. Il s'est transformé en un objet hybride alliant une lutte au sein du système politique lui-même et une contestation à sa périphérie. Lors de la lutte contre la fraude, le PRD « joue » sur les deux tableaux : le dépôt de recours devant le tribunal et l'organisation d'un conflit social.

Le 13 juillet, les partisans de López Obrador vont déposer 355 recours pour non-conformité des résultats. Le TEPJF disposait dès lors de 49 jours pour se prononcer. Durant cette période, le PRD s'efforcera de prouver la fraude pour peser sur la décision du tribunal. Le 23 juillet, la CPBT, en vue du recompte voix par voix, signale que selon ses calculs, 60% des urnes ont souffert d'erreurs arithmétiques dans le comptage des bulletins. La pression exercée par le PRD sur le tribunal ne se fait pas que par ce biais. A plusieurs reprises, comme le 25 juillet ou le 7 août, López Obrador appelle ses partisans à se réunir devant le siège du TEPJF. Plus largement, toute la mobilisation, depuis la première Assemblée informative jusqu'à la décision du tribunal, avait pour but d'imposer un recompte voix par voix, qui ne pouvait être prononcé que par le TEPJF. La mobilisation était donc un parallèle au recours devant le tribunal, servant de moyen de pression.

2 Les ressources qualitatives et quantitatives, dialectique des facteurs objectifs et subjectifs

Nous traiterons de deux types de ressources mis en œuvre par le PRD au cours de la mobilisation, le nombre et le sentiment identitaire.

Tout d'abord, la ressource principale d'un parti tient aux caractéristiques même du groupe. Plus le groupe est nombreux, plus sa capacité de nuisance est importante. Il nous paraît difficile de penser qu'un parti politique de quelques centaines de militants soit capable de déclencher une mobilisation comme celle de 2006. En revanche, les effectifs du PRD, plusieurs millions⁸², sont à même d'organiser un conflit comme celui-ci. Les militants *perredistas* ont ainsi pu diffuser largement les revendications de la mobilisation et mettre en œuvre les directives préconisées par la direction. Par exemple, lorsque López Obrador annonce la mise en place du *plantón*, le parti a pu installer rapidement et efficacement les campements. D'autre part, les ressources économiques dont dispose un parti de la taille du PRD sont immenses⁸³. Si nous ne nous pouvons pas avancer le montant total qu'a dépensé le PRD lors de la mobilisation, nous pouvons en revanche légitimement penser qu'il atteint plusieurs dizaines de millions de pesos⁸⁴. Or, seule une organisation nationale

⁸² Selon l'actuel Président du PRD, Jesús Ortega, le parti compterait environ 7 millions d'adhérents, mais aucun recensement n'a été fait depuis la création du parti en 1989. Site internet de CNN Mexico : <http://mexico.cnn.com/nacional/2010/05/05/a-los-21-anos-el-prd-busca-dejar-de-ser-partido-de-liderazgos-personales> [consulté le 29 juin 2010]

⁸³ Elles étaient pour le PRD de 462 751 075 de pesos (environ 27 millions d'euros) en 2008. Information tiré du journal *El Universal*, du 14 mai 2008 [page consultée le 29 juin 2010]

⁸⁴ Le *plantón* a coûté à lui seul 24,5 millions de pesos (environ 1,5 millions d'euros).

détient un tel budget. Les cotisations des militants sont pour un parti une source importante de financement, autrement dit, plus il y a de militants, plus les ressources économiques sont fortes. D'autant qu'au Mexique il n'existe pas de financement public des partis politiques.

Ensuite, la construction d'une identité collective, entendue comme ressource qualitative, permet de donner un sens à la mobilisation et des perspectives claires aux individus engagés. Pour Erik Neveu, le sentiment identitaire est un élément central dans tout conflit social ou politique :

« La capacité d'un groupe à se doter d'une identité forte et valorisante, future-imaginée, constitue une ressource de première importance pour que ses membres intériorisent une vision de leur potentiel d'action, que le collectif s'affirme dans l'espace public [...] Il n'est pas absurde de rattacher ces constats à l'importance que Marx donne au passage à la « classe pour soi », à la prise de conscience collective d'une identité, d'un rôle historique »⁸⁵.

La construction du sentiment identitaire au cours de la mobilisation contre la fraude a été rendue possible pour deux raisons. Nous avons montré, tout d'abord, dans le chapitre 3 que López Obrador s'était présenté comme un leader charismatique et comme le candidat naturel pour les élections présidentielles. Dans le film de Luis Mandoki, nous percevons le sentiment d'identification à « AMLO » des individus mobilisés, de nombreuses pancartes et slogans font références au candidat *perredista*. Le collectif lutte donc pour soutenir son leader, celui qui est en capacité de « changer les choses ». Par ailleurs, le phénomène de polarisation favorise le sentiment identitaire du groupe. Le groupe mobilisé s'identifie comme étant celui des pauvres contre les privilégiés. Sans aller jusqu'à décrire la mobilisation de 2006 comme l'expression consciente de la lutte des classes, la dimension du statut social reste cependant central.

L'ampleur de la mobilisation ne peut être expliquée uniquement par des facteurs objectifs, tels que le résultat électoral, le nombre de militants, les moyens économiques mis à disposition, c'est-à-dire les ressources quantitatives d'un parti politique que nous avons présentées plus haut. Or, les recherches en termes d'analyse de mobilisation des ressources « se sont longtemps contentées d'une conception passablement objectiviste, réduites matériellement à l'argent et au travail »⁸⁶. Nous devons donc par souci heuristique intégrer à notre réflexion des ressources s'apparentant à des facteurs subjectifs d'explication, comme le sentiment identitaire. Il s'agit donc d'étudier la dialectique qui s'établit entre facteurs subjectifs et objectifs. Autrement dit, le PRD a dû se doter d'un instrument, tel que le sentiment identitaire, pour pouvoir mettre en œuvre et tirer profit de la popularité de son leader et des ressources économiques dont le parti dispose. Toute lutte politique ou sociale est donc l'articulation entre des ressources offertes par une situation sociale donnée, et des ressources relatives à l'identité collective et à la capacité d'action stratégique des dirigeants.

Une fois encore nous voyons que la mobilisation est encadrée par le PRD. L'identité collective dont s'est dotée la mobilisation est relative au leader du parti et au projet que celui-ci a défendu. Toutefois si la construction d'une identité collective a été importante pour mener une lutte de cette ampleur, la capacité d'action des dirigeants du PRD reste également un facteur conséquent, dans la mesure où elle est une caractéristique fondamentale du parti que nous étudions.

⁸⁵ Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p.78

⁸⁶ Pierru Emmanuel, « Organisations et ressources » p.399, in Fillieule Olivier, Mathieu Lilian, Péchu Cécile (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presse de Science Po, Paris, 651 p.

II Le poids des carrières militantes

Il ne s'agit pas de faire ici une sociologie du militantisme qui chercherait à comprendre les raisons de l'engagement ou de la reconversion des militants. Nous abordons les carrières militantes des dirigeants du PRD comme une seule et même ressource explicative de la capacité du parti à mobiliser.

A Des militants au capital politique élevé

Erik Neveu insiste sur ce qu'il appelle la capacité d'action stratégique des dirigeants. Ce flair de faire les bons choix au bon moment relève d'un apprentissage politique. Les cadres du PRD se sont formés dans les luttes contre un système de parti unique, avant de se professionnaliser avec l'entrée du PRD dans les institutions représentatives et exécutives. Le capital politique de ces militants s'est donc constitué dans la pratique. Au début des années 90, le PRD dispensait des formations à ses militants afin d'être observateur lors des scrutins et pouvoir prouver d'éventuelles fraudes électorales en les initiant au droit. De plus, tous les cadres ont participé à des conflits postélectoraux au cours de cette période et ont acquis un « savoir-faire » non négligeable. Tous savent et peuvent à tout moment réactiver le répertoire d'action collective du PRD⁸⁷. En cela, la mobilisation de 2006 a pu être massive rapidement, d'autant que le réseau sympathisant du PRD est large et implanté solidement dans le mouvement social.

B Les dirigeants du PRD, des trajectoires multipositionnées

Le PRD est l'œuvre de la rencontre entre différents courants de la gauche mexicaine, socialiste, communiste, zapatiste, du Courant démocratique du PRI et d'une multitude d'organisations sociales. Beaucoup d'entre elles appartiennent au Mouvement urbain populaire (MUP), et sont des associations pour le logement, des assemblées de quartier, des syndicats de vendeurs ambulants du Centre historique ou des organisations du mouvement étudiant. Le mode de construction du PRD, par agrégation de plusieurs entités locales, a eu pour conséquence que les dirigeants du parti avaient selon les endroits, des parcours et des pratiques différents, favorisant les tensions entre courants constitués. Mais cette construction par agrégation a une autre conséquence, cette fois positive, elle a permis d'élever le capital politique des dirigeants. En effet, les postes de responsabilité auxquels ils ont accédés ne sont pas leur première expérience militante ou leur premier poste de direction. En 2001, 30% des cadres du PRD venaient d'un autre parti, 27% d'organisations sociales et plus largement du mouvement social, 6% d'ONG et seulement 22% n'avaient jamais milité auparavant⁸⁸. D'autre part, entre 1989 et 2000, les cadres du PRD sont investis sur plusieurs terrains : 64% sont engagés dans une à cinq causes qui ne soient pas le parti, alors que seulement 12% des dirigeants n'avaient jamais milité dans un autre cadre que le PRD⁸⁹. Plus que le capital politique élevé, ces trajectoires individuelles nous permettent d'introduire la notion de multipositionnement militant qui caractérise les cadres

⁸⁷ Nous traiterons du répertoire d'action collective dans le chapitre suivant.

⁸⁸ Voir l'article de Combes Hélène, « Des militants par intermittence ? Le Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) », *art. cit.*, p.147

⁸⁹ *Ibid.*

du PRD. Nous parlerons de multipositionnement lorsqu'un militant appartient à plusieurs organisations politiques, syndicales ou du mouvement social.

C Les effets du multipositionnement sur le PRD

Le multipositionnement des militants du PRD a pour conséquence première de participer au développement de son milieu partisan, c'est-à-dire à « l'ensemble des relations consolidées entre les groupes dont les membres n'ont pas forcément comme finalité de participer à la construction du parti quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités »⁹⁰. Effectivement, nombres d'organisations sociales dans lesquelles sont présents des militants du PRD, mettent à l'ordre du jour de leurs réunions des questions relatives à la vie du PRD. Une minorité des membres de ces organisations ont la double appartenance, PRD-organisation sociale. La majorité est quant à elle, composée de sympathisants proches du PRD, qui sont des soutiens effectifs dans les urnes et dans les luttes. La présence du PRD dans le mouvement social permet aux dirigeants d'activer leurs réseaux en cas de nécessité. Nous pouvons penser que l'ampleur de la mobilisation de 2006 résulte en partie de ce constat⁹¹. L'analyse des trajectoires militantes du PRD est nécessaire pour bien comprendre le poids que représente la « sphère d'influence » du PRD, car un parti à lui seul ne peut enclencher les mécanismes d'une mobilisation de cette ampleur.

III Le cas du plantón à Mexico

La rapidité avec laquelle a été mise en place l'occupation du Centre historique, laisse à penser que le PRD a activé ses réseaux militants. Le campement a été installé le 16 juillet pour être levé le 16 septembre. Nous avons recensé environ 150 organisations en présence, autre que le PRD ou les partis de la Coalition pour le Bien de tous⁹². Huit domaines sont principalement représentés, les assemblées de quartiers (*Asamblea de Barrios*), les associations et syndicats de vendeurs ambulants, les syndicats de taxi (*taxista panteras*), des associations de retraités, de jeunesse, de femmes, de voisins et une multitude d'organisations citoyennes ou pour le pouvoir citoyen. Il est intéressant de voir qu'un grand nombre de ces organisations appartient au milieu partisan du PRD. Tout laisse à penser que beaucoup de ces structures disposent en leur sein de militants ayant la double-étiquette, même s'il serait vain de chercher une donnée quantitative exacte.

Le multipositionnement des militants du PRD permet l'activation de réseaux larges et quantitativement importants. Par ce biais, le PRD a pu mobiliser largement autour de lui et ainsi contrôler les orientations et la stratégie du conflit.

Le poids des carrières militantes, envisagé comme une seconde ressource pour le PRD, est à même d'expliquer en quoi le parti domine la mobilisation. Ce facteur subjectif des parcours militants, agrégé à celui de la construction identitaire, font de cette lutte postélectorale, une mobilisation par et pour le PRD.

⁹⁰ Sawicki Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p.24

⁹¹ Des entretiens avec des cadres du PRD seraient nécessaires pour confirmer notre hypothèse.

⁹² Nous avons réalisé cette étude à partir du travail de Sergio Tamayo dans « Dinámica de la movillización. Movimiento postelectoral y por la democracia », *Desacatos*, n°24, mai-août 2007, p.262-265. Il est difficile d'évaluer avec précision le nombre exacte d'organisations présentes et n'étant pas affiliées au PRD, étant donnée que de nombreux courants locaux ne sont pas rattachés à des courants nationaux et donc difficilement identifiables. De plus, certaines des organisations impliquées appartiennent à un regroupement national, mais se déclinent nominalement par délégation (l'équivalent des arrondissements).

Chapitre 5 : Le répertoire d'action collective de la mobilisation

Ce chapitre sera entièrement consacré au répertoire d'action collective mis en œuvre au cours de la mobilisation. Pour comprendre cette notion, partons de la définition que nous donne Charles Tilly. Il existe un ensemble de représentations qui sont « des modalités familières et standardisées auxquelles font appel un ensemble d'acteurs politiques pour porter une revendication »⁹³. Les représentations sont donc la manifestation, le sit-in, la pétition, mais aussi la lutte armée ou le terrorisme. Il s'agit donc pour les mobilisés de trouver l'action adéquat qui satisfera les revendications. Les répertoires sont donc des « ensembles préexistants de représentations qui s'offrent, dans un contexte donné, à un ensemble donné d'acteurs politiques »⁹⁴.

Les représentations utilisées pendant la mobilisation de 2006 (manifestations, marches, campement) appartiennent toutes au répertoire d'actions collectives du PRD, mis en œuvre depuis les années 90 au cours des différentes luttes postélectorales. Nous avons dit plus en amont que le répertoire du PRD était composé de deux grandes formes, le recours à la science et le recours au nombre. La première a été utilisée lorsqu'il fallait prouver la fraude et légitimer le conflit qui s'esquissait. La deuxième forme est celle qui s'est exprimée lors de la mobilisation, car « face au déni de légitimité suprême, celle des urnes, le PRD opte pour le recours au nombre. Il s'agit de démontrer par le nombre, ce que les urnes n'auraient pu dire à cause des fraudes supposées : que la majorité des citoyens appuie le PRD »⁹⁵. C'est de celle-ci dont nous traiterons dans ce chapitre.

I De la manifestation aux Assemblées informatives

A Définition et précisions

Une manifestation est une « occupation momentanée par plusieurs personnes d'un lieu ouvert au public ou privé et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques »⁹⁶. Cette définition restrictive ne différencie pas une manifestation en mouvement, c'est-à-dire un cortège, d'un rassemblement immobile, un sit-in ou une occupation de bâtiments publics. Nous entendons manifestations au sens de cortèges organisés avec un point départ et un point d'arrivée, bien que des occupations de lieux publics, tels que des supermarchés où des bâtiments officiels aient eu lieu pendant la mobilisation. Toutefois, nous ne jugeons pas ces actions déterminantes pour expliquer

⁹³ Tilly Charles et Tarrow Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Presse de Sciences Po, 2008, p.32

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Combes Hélène, *De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique a Mexique (1989-2000)*, *op. cit.*, pp.162-163

⁹⁶ Définition d'Olivier Fillieule, in Pierre Favre, « Manifestation », Fillieule Olivier, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presse de Sciences Po, 2009, p.341-349

l'ampleur de la mobilisation et le poids du PRD dans celle-ci. Nous nous concentrerons donc sur les actions de « masse ».

La lutte postélectorale a été marquée par de nombreuses manifestations organisées par le PRD, même si quelques unes ont été spontanées. Cependant, « il n'y a pas de mobilisation, sans entrepreneurs de mobilisation »⁹⁷. Elles se sont déroulées sur tout le territoire, dans tous les Etats. Le nombre de participants pouvait varier de quelques dizaines à plusieurs millions. Nous avons analysé les manifestations à partir du film de Luis Mandoki, *Fraude*, avec toutes les limites que cette démarche comporte. Le documentaire nous a fourni des témoignages grâce aux images tournées et aux interviews réalisées. Nous nous sommes concentrés sur les trois manifestations qui se sont déroulées les 8, 16 et 30 juillet 2006.

B Les manifestations de la mobilisation

1 La symbolique des cortèges

Les manifestations sont toutes dominées par la couleur jaune, la couleur du PRD et par l'emblème du parti, un soleil. Les manifestations signifient avant tout un soutien clair au PRD. Par ailleurs, de nombreux portraits de López Obrador ou des pancartes sur lesquelles est inscrit son nom, ou « AMLO presidente » sont brandies. Le soutien se porte donc aussi sur la figure centrale de la mobilisation qu'est López Obrador. Enfin, la revendication du recompte voix par voix a servi de slogan principal, « voto por voto, casilla por casilla ». Notons que la revendication introduite par le PRD les jours suivant le scrutin a structuré toute la mobilisation, jusqu'aux slogans scandés dans les cortèges. Les seuls slogans ou phrases ne faisant pas références au PRD ou à López Obrador sont inscrits sur des pancartes réalisées manuellement par des individus isolés. Bien qu'extrêmement peu nombreuses, on peut par exemple y lire « el 2 de julio no se olvide »⁹⁸ ou « cuenten bien hijos de la chingada ». Il n'y a aucune allusion au PRD ou à Andrés Manuel López Obrador. Il serait intéressant de savoir comment ces pancartes et drapeaux ont été diffusés parmi les manifestants. Le fait de disposer de ressources économiques importantes, permet à un parti politique d'avoir une visibilité accrue dans une mobilisation.

Etudier les aspects symboliques d'une manifestation permet de comprendre en partie une lutte. Une simple observation aide à répondre substantiellement à deux questions : pour quoi ou qui on manifeste ? Et contre quoi ou qui ? Les cortèges de 2006 montrent que les personnes se mobilisent contre une fraude électorale et soutiennent le PRD et Andrés Manuel López Obrador. Les manifestations sont un moyen au cours d'une mobilisation de montrer sa force par le nombre. En effet, la participation a augmenté constamment à chaque rendez-vous. Le 8 juillet, plus de 500 mille personnes répondent positivement à l'appel de López Obrador. Le 16 juillet, ce sont un million de personnes qui défilent dans les rues de la capitale, deux fois plus le 30 juillet. Ces trois étapes marquent chacune, une étape décisive dans le rapport de force qu construisent les partisans de l'idée de la fraude face à l'IFE et au Président Vicente Fox. Enfin, le nombre est un moyen pour López Obrador de légitimer son action afin de contrer les critiques venant de toutes parts.

⁹⁷ *Ibid.*, p.343

⁹⁸ En référence à « el 2 de octubre no se olvide », le 2 octobre 1968 est le jour du massacre de Tlatelolco où plusieurs centaines d'étudiants mexicains ont été massacrés par l'armée.

2 La composition des manifestants

Les images du documentaire permettent d'affirmer la diversité des groupes sociaux représentés. Les participants sont aussi bien des hommes que des femmes, des jeunes que des personnes âgées. Il y a une chose que les images ne montrent pas, c'est le statut social des manifestants. Cependant, le fait que López Obrador se soit présenté comme le candidat des plus démunis, que les bastions du PRD à Mexico soient les quartiers les plus pauvres, laissent à penser que les mobilisés n'appartiennent pas à la classe supérieure. En revanche, savoir si la classe moyenne ou les classes populaires sont proportionnellement plus représentées que ce qu'elles ne sont dans la société mexicaine est tout simplement impossible à mesurer.

Concernant les autres forces politiques mobilisées, la présence de quelques sympathisants du PT, membre de la Coalition pour le Bien de tous, est perceptible. Tout laisse à croire que le parti Convergence soit aussi présent. Mais l'échiquier politique comporte de nombreuses autres forces de gauche, qui ne sont pas aussi visibles que le PRD, ou dans une moindre mesure que ses alliés. Sergio Tamayo a relevé la présence de certaines d'entre elles dans la mobilisation⁹⁹. Si toutes ces forces politiques et syndicales appartiennent à la gauche, elles se regroupent en deux pôles. Tout d'abord, il cite des organisations, comme *Dialogo nacional* ou *Promotora de unidad contra el neoliberalismo* qui participaient à la mobilisation en soutenant López Obrador et son mot d'ordre du recompte voix par voix. Ces partis ou associations politiques étaient favorables à une mobilisation coordonnée de tous les secteurs du mouvement démocratique. Un autre groupe, issu de la gauche radicale anticapitaliste et partie prenante de la « *Otra Campaña* » impulsée par Marcos et l'EZLN¹⁰⁰ adoptait des positions beaucoup plus pragmatiques. Leur participation à la lutte contre la fraude ne peut être lue comme un soutien au PRD ou à López Obrador, mais comme un soutien aux acquis démocratiques, première étape vers la construction d'une alternative anticapitaliste. Nous ne nous arrêterons pas plus longtemps sur la présence de ces groupes et leur stratégie respective. Leur influence très faible, voire nulle, n'a aucune conséquence sur les orientations de la lutte. Peu visible, leur nombre réduit ne permet pas de concurrencer l'hégémonie du PRD et la figure de López Obrador. Ce constat corrobore en partie l'idée que le PRD est la force politique qui dirige et contrôle la mobilisation contre la fraude.

Si le PRD peut contrôler la mobilisation, c'est parce qu'il n'existe pas de lieux démocratiques, dans lesquels les mobilisés se réunissent pour discuter, échanger et surtout décider des stratégies et actions à adopter. Ainsi, les positions de ces groupes de la gauche anticapitaliste ne peuvent être entendues ou simplement soumises à la discussion.

Traditionnellement, au Mexique, les manifestations se terminent par des meetings sur la place centrale. Les trois manifestations des 8, 16 et 30 juillet n'ont pas dérogé à la règle, toutes trois ont été suivies par la tenue de ce que López Obrador a nommé des Assemblées informatives.

C Les trois Assemblées informatives

⁹⁹ Tamayo Sergio, « Dinámica de la movilización. Movimiento postelectoral y por la democracia », *art. Cit.*, p.255-256

¹⁰⁰ Seule une minorité du regroupement impulsé par l'EZLN s'est engagée dans le conflit de 2006. L'EZLN s'est déclarée comme opposant au PRD depuis que ce dernier a soutenu la « contre-réforme » indigène en 2001. Selon le Sous-commandant Marcos, López Obrador appartient à la classe politique, à ces dirigeants qui gèrent les affaires depuis en haut.

Les trois Assemblées informatives se sont déroulées sur le Zócalo, là où 14 ans plus tôt, López Obrador concluait sa marche victorieuse pour la démocratie. Au Mexique, le Zócalo est la place centrale d'une ville, autour de laquelle se dressent généralement les bâtiments officiels du pouvoir et de l'Église. A Mexico, la Place de la Constitution se situe au cœur du Centre historique de la ville, il est entouré par le Palais national où réside le Gouvernement du District fédéral et par la Cathédrale métropolitaine de Mexico. Lieu de passage important, terminer une manifestation sur le Zócalo est un moyen de se faire voir le plus largement possible par la population. Les Assemblées informatives ont donc été convoquées sur le Zócalo.

La description de la scène est assez simple : une estrade sur laquelle un homme prononce un discours face à des dizaines de milliers de personnes. Seuls la sécurité et quelques proches collaborateurs sont postés au fond de la scène, à quelques mètres derrière l'orateur. La première de ces Assemblées informatives devait servir à exposer les preuves de la manipulation électorale, ce que fit López Obrador le 8 juillet. Il en profita par ailleurs pour introduire et populariser la revendication qui structurera toute la mobilisation : « Nous allons demander que se comptent tous les votes, voix par voix »¹⁰¹. Mais en convoquant une seconde puis une troisième Assemblée informative, López Obrador en faisait un mode d'action important. Elles deviennent un moment où « AMLO » parle aux mobilisés en son nom propre et au nom de tous. Le PRD les utilise pour rendre la mobilisation transparente.

Cependant, les Assemblées informatives n'introduisent pas pour autant la démocratie dans la mobilisation. Elles sont informatives et ne sont pas des lieux de débat. Il n'existe d'ailleurs aucun moment dans la mobilisation, où la base peut décider des orientations pour la lutte. Ainsi, le 30 juillet, lors de la troisième Assemblée, López Obrador annonce l'installation du *plantón*. La façon dont il l'annonce à son auditoire est assez symptomatique des relations entre López Obrador et les mobilisés :

« Je vous propose que l'on reste ici, en assemblée permanente jusqu'à que le tribunal donne sa réponse, que l'on reste ici jour et nuit jusqu'à que se comptent les votes [...] Je vous demande, nous restons oui ou non ? (applaudissements) Nous restons ! »

Pouvait-il en aller autrement ? La base n'a jamais eu les moyens de contester les orientations prises par la lutte. Toutes les grandes décisions ou les stratégies adoptées sont prises en haut, par les dirigeants du PRD et les proches de López Obrador. Ce dernier se pose donc comme le leader naturel de la mobilisation, se dressant au-dessus de la foule. Lors de l'un de ses discours, il disait : « Je vous demande que nous restions unis, de me faire confiance, je ne vais pas trahir le peuple mexicain ». La personnalisation de la mobilisation s'est donc traduite au travers de ces Assemblées informatives, au cours desquelles, López Obrador, le leader de la lutte, s'adresse à sa base et lui expose les modes d'action à mettre en œuvre.

II L'occupation de l'espace public : le mega plantón

¹⁰¹ Discours prononcé par López Obrador le 8 juillet lors de la Première Assemblée informative

Une autre des représentations du répertoire a été mis en œuvre par le PRD, le campement. Le 30 juillet, López Obrador annonçait son installation. Il sera levé le 16 septembre, le jour de la création de la Conférence Nationale Démocratique¹⁰², il aura duré 48 jours.

A Le campement : une étape dans la lutte

Selon Hélène Combes qui a étudié le répertoire d'action collective du PRD, le *plantón* est réalisé dans les luttes endémiques ou moyennes¹⁰³. Or, en 2006, ce mode d'action est choisi par le PRD dans une mobilisation d'ampleur nationale et considérée comme la plus importante de l'histoire contemporaine mexicaine. Elle ajoute cependant :

« [Il y a] recours au campement quand les seules manifestations n'ont pas permis une avancée dans la reconnaissance ou la résolution des revendications. La durée des campements, son implantation stratégique, sa visibilité et le défi qu'il implique à l'égard du pouvoir correspondent, par rapport à la manifestation, à un échelon supérieur de pression sur les autorités »¹⁰⁴.

Ainsi, nous comprenons pourquoi le PRD adopte la stratégie du campement après trois manifestations importantes qui n'ont donné aucun résultat concrets quant à la satisfaction de la revendication du recompte voix par voix. L'occupation de l'espace public permet de maintenir la pression sur l'IFE et le Tribunal électoral.

Cette radicalisation de la lutte à travers l'installation d'un campement marque généralement une réduction du nombre de sympathisants engagés dans le conflit. Seuls les militants « professionnels » avec un capital politique élevé sont présents dans le campement. Cependant, en 2006, cette règle n'est pas respectée. Le *mega plantón* n'est pas l'apanage des dirigeants du PRD, mais de tous les partisans de López Obrador, du recompte et de la démocratie.

Paradoxalement, être partisan de l'idée de la fraude et du recompte des voix, ne signifie pas pour autant soutenir les modalités d'actions choisies par le PRD. En effet, selon une enquête réalisée par le journal *El Universal* auprès de 600 habitants du DF¹⁰⁵, 65% des personnes interrogées ne sont pas d'accord avec l'installation du campement, alors que 59% considèrent qu'il y a eu fraude et 63% sont favorables à un recompte des voix. Le PRD en se radicalisant s'enferme sur ses positions, accentue la polarisation et s'isole du reste de la population qu'il pouvait potentiellement encore convaincre de rejoindre la mobilisation.

Le fait que le campement se soit déroulé, contrairement à d'habitude, dans une mobilisation de taille nationale et le fait que les militants ayant de l'expérience n'en soient pas les seuls acteurs, en font un campement inédit. D'autre part, le *plantón* de 2006 marque le moment de la mobilisation le plus intense.

B Structuration et fonctionnement :

Outre celui du Zócalo, 46 autres campements se sont installés le long de l'avenue Reforma, l'une des plus grandes de Mexico. Chaque délégation (l'équivalent des arrondissements

¹⁰² Voir plus en amont sur la CND p.66

¹⁰³ Combes Hélène, *De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique à Mexico (1989-2000)*, op. cit., p.168

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *El Universal* du 14 août 2006

de la capitale) disposait de son propre campement, dans lesquels les associations, organisations et syndicats mobilisés des différents quartiers étaient représentés. Nous avons indiqué plus haut que ce sont environ 150 organisations, autres que les partis membres de la CPBT, qui se sont engagés dans le campement. Six comités chargés de l'organisation ont supervisé la mise en place des campements et rendaient tous les deux jours un rapport sur les activités des campements. Au total, ce sont 195 chapiteaux, 350 tentes, 176 sanitaires mobiles qui ont été installés pendant 48 jours, pour des dépenses totales atteignant 24,5 millions de pesos¹⁰⁶ (environ 1,5 millions d'euros).

Jours et nuits, de manière ininterrompue, se sont des milliers de personnes qui se relayaient pour faire vivre les campements et constituer un véritable embryon de société. Sergio Tamayo note à ce propos : « Ce fut un espace où tous les sympathisants participaient. Les gens rencontraient des amis d'un temps. L'atmosphère était faite de camaraderie, d'identification, de solidarité. Ils étaient tous là. Ce fut une fête populaire »¹⁰⁷. De nombreuses activités étaient organisées, des séances de cinéma, des ateliers pour enfants, des ateliers artistiques, des cuisines, des salles de discussion où chaque organisation et « non-encartés » faisaient valoir leur sentiment et leur point de vue.

Concernant la structuration du pouvoir, les chefs de gouvernements (c'est-à-dire les maires d'arrondissements) des délégations traversées par le campement se voyaient nommés responsable de l'organisation. Or, le PRD gouverne 14 des 16 délégations de la ville de Mexico. Le *plantón* a par conséquent été structuré par le PRD du District fédéral. L'organisation se faisait par le haut. Bien que les sympathisants puissent discuter de la mise en œuvre du campement, la prise de décision en dernière instance revenait au PRD. Par ailleurs, 6 comités sont créés le 6 août pour superviser le campement. Un véritable « Gouvernement » du *plantón* se met alors en place avec des comités relatifs à la sécurité, à la santé, à l'hygiène, à la protection civile et à l'alimentation. Le même jour, Marcelo Ebrard, nouveau Chef du gouvernement de Mexico, élu le 2 juillet et proche de López Obrador, présente un règlement intérieur qui interdit l'alcool afin de ne pas décrédibiliser la mobilisation, suspend la musique entre 23h et 6h du matin, surveille les entrées et sorties du campement, surveille la propreté, les installations de gaz et d'électricité pour éviter tout accident. Un tel campement qui réunit jusqu'à dix mille personnes¹⁰⁸ doit se doter de règles de fonctionnement pour être efficace. Mais c'est aussi un moyen pour le PRD de garder un contrôle indirect sur les personnes mobilisées.

L'étude du *plantón* montre une fois de plus les mécanismes qui font que le PRD dirige et contrôle les modes d'action de la mobilisation. Cependant, le campement qui s'est déroulé pendant 48 jours reste le plus important jamais réalisé par le PRD au cours d'un conflit postélectoral¹⁰⁹.

C Les problèmes liés à l'occupation de l'espace public et la symbolique de ce type d'action

1 Les conséquences du plantón

¹⁰⁶ Tamayo Sergio, « Dinámica de la movilización. Movimiento postelectoral y por la democracia », *art. Cit.*, p.265

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.261

¹⁰⁸ Selon les informations données par Marcelo Ebrard le 7 août 2006

¹⁰⁹ En termes de taille et de personnes investies, puisqu'un campement a duré 111 jours dans l'Etat du Guerrero.

La stratégie de López Obrador, d'installer un campement dans le centre de la ville de Mexico a souffert de nombreuses critiques. Les grandes chaînes privées, Televisa et TV Azteca, dénonçaient le leader comme un homme dangereux qui mettait en péril l'économie du pays. La perte financière liée à l'occupation du centre ville par les sympathisants de López Obrador serait estimée à plus de 8000 millions de pesos (environ 130 millions d'euros) et aurait entraîné la destruction de 3900 emplois directs. Le campement a en réalité accentué la polarisation de la société, entre les partisans de López Obrador et ses adversaires.

D'autre part, le PRD s'est sans doute divisé sur la question de l'occupation et de l'entrave à la liberté de circulation. Déjà à la fin des années 90, lorsque Cuauhtémoc Cárdenas est devenu maire de Mexico, l'administration *perredista* s'était vue traversée par le fait de savoir s'il fallait ou non réglementer les actions qui obstruent la liberté de circulation. A cette époque, Leonel Godoy, le sous-secrétaire du gouvernement de la ville, affirmait : « Nous allons demander que les manifestations avancent et interdire qu'elles bloquent la circulation »¹¹⁰. Un compromis avait permis alors de trouver une solution, les manifestations étaient autorisées, pas les barrages. Or, en 2006 le PRD était toujours à la tête de Mexico et a été à l'initiative d'un campement extrêmement important qui pendant plus de 48 jours a bloqué toute circulation dans le centre ville. S'il est difficile de percevoir les éventuelles dissensions internes qui ont divisées le PRD, nous pensons que le leadership charismatique de López Obrador, se situant au-dessus des clivages de courants, a joué un rôle prépondérant dans le choix de la stratégie de l'occupation de l'espace public.

2 La symbolique de l'occupation de l'espace public

L'occupation de l'espace public a été développée à partir des années 70 par les nouveaux mouvements sociaux, « plus fréquent et plus créatif à des modes d'action non conventionnels, ou encore confrontationnels »¹¹¹. Dans le cas du campement que nous étudions, la symbolique y trouve une place fondamentale. Le campement est synonyme de vie en collectivité et de solidarité, ce que défendait López Obrador dans son programme. Par ailleurs, sur le Zócalo, considéré comme le centre du pays où se trouve l'ancien parlement et nommé Place de la Constitution, avait été installée une urne géante, dans laquelle, les individus munis de leur carte d'électeur, pouvait déposer un bulletin de vote. Cette modalité d'action a pour but de montrer la légitimité du peuple organisé et la transparence dont se réclament les dirigeants du PRD. L'occupation de l'espace public n'a pas pour unique objectif de bloquer la circulation et de créer un rapport de confrontation. Il est également un moyen pour les mobilisés de construire une identité commune, de « serrer les rangs » et de maintenir un niveau de détermination élevé.

Le campement qui s'est organisé en 2006, traversait des rues nommées Hidalgo ou Benito Juárez. S'identifier à ces références est précieux pour le mouvement social en général. Le premier est considéré comme le père de la patrie qui en s'insurgeant marqua le commencement de la guerre d'indépendance contre l'Espagne. Le second est le premier Président du Mexique indigène et non-métisse. D'autre part, de nombreuses organisations politiques présentes dans la mobilisation ont pour référence Pancho Villa ou Emiliano Zapata, deux grandes figures de la Révolution mexicaine. Ce n'est pas un hasard si le campement a été érigé dans les rues du centre qui portent toutes des noms de personnages

¹¹⁰ Cité dans Combes Hélène, « De la rue au Palais municipal. La gestion des conflits sociaux par le Parti de la révolution démocratique à Mexico (1997-1998), *arti. Cit.*, p.162

¹¹¹ Penissat Etienne, « Occupation de locaux », in Fillieule Olivier, Mathieu Lilian, Péchu Cécile (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux, op. cit.*, pp.386-393

ou des dates importantes de l'histoire du Mexique. L'axe principal du campement se trouvait sur l'avenue Reforma. Cette dernière a été rebaptisée en 1867 par Juárez après la victoire des républicains sur l'Empire. De par son emplacement, le *plantón* se réfère à un passé et à des hommes jugés héroïques dans les représentations collectives de la société mexicaine. D'une certaine manière, nous pourrions dire que la mobilisation de 2006 se veut dans la lignée directe de ce passé.

III La non-violence, une caractéristique du répertoire d'action de la mobilisation

Durant les premiers jours de la mobilisation, les partisans de López Obrador se rendaient dans les réunions et les meetings de Calderón afin de faire entendre la voix de la contestation. Des insultes, souvent suivies de bousculades marquaient une confrontation directe entre les partisans des deux camps. López Obrador comptait mettre fin à ces affrontements si Calderón acceptait le recompte. Il avait alors été reproché à Obrador d'utiliser la violence comme moyen d'action. Cependant, le 8 juillet, lors de la première Assemblée informative, le leader du PRD appela à « une mobilisation nationale pacifique ». Dès lors, toutes ses interventions seront ponctuées par des appels à la non-violence. Dans l'entretien qu'il accorde à Luis Mandoki dans le film *Fraude*, López Obrador se dit « pacifiste ». La mobilisation doit donc réussir à trouver une voix non violente mais radicale. A ce sujet, Obrador affirme : « jamais le peuple ne pourra choisir ses gouvernants, tu ne peux pas l'accepter, c'est détestable. Mais tu ne peux pas non plus laisser sur le côté le mouvement qui peut aller à la confrontation, à la violence. Donc comment trouver une voix au milieu. C'est très difficile »¹¹².

Andrés Manuel López Obrador pense que les conflits et les manifestations sont nécessaires pour faire vivre une démocratie. Néanmoins, les luttes qui ont lieu à l'intérieur du champ démocratique ne peuvent pas en bafouer les principes élémentaires. Une mobilisation « peut être très forte, très dure, très radicale, sans la violence ». Toute lutte violente ou armée est donc écartée¹¹³. Le discours de Lopez Orador est donc en adéquation avec les principes du PRD qui stipulent que « le parti conduit ses activités par des moyens pacifiques et démocratiques »¹¹⁴.

Selon Charles Tilly, un conflit peut être « contenu » ou « transgressif ». « Le premier se déroule à l'intérieur des formes revendicatives prescrites ou tolérées [...] Le conflit transgressif, lui franchit les frontières institutionnelles pour s'aventurer en terrain inconnu ou interdit »¹¹⁵. La forme que peut prendre à un moment donné une mobilisation, dépend en grande partie de la nature du régime en place, de son « degré » de démocratie. Il est évident que dans un régime autoritaire, les conflits contenus n'offrent pas de possibilités satisfaisantes pour l'aboutissement des revendications. Or, en 2006 le Mexique est bien une démocratie, certes encore jeune et fragile. Un conflit contenu peut donc être suffisant pour arriver à imposer le recompte voix par voix. Un conflit transgressif pourrait même avoir

¹¹² Entretien tiré du film *Fraude*

¹¹³ En août 2006, le groupe Mitofsky publie une enquête qui révèle que 13% des citoyens seraient prêts à répondre positivement à un appel au soulèvement armé contre le Gouvernement, in *La resistencia civil postelectoral : hasta dónde ?*, Consulta Mitofsky, août 2006

¹¹⁴ *Declaración de principios del Partido de la revolución democrática*, www.prd.org.mx

¹¹⁵ Tilly Charles et Tarrow Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Op. cit., p.111

des effets inverses de décrédibilisation. Cependant, la frontière entre les deux est floue, car le choix d'actions illégales n'entraîne pas forcément des sanctions pénales et la répression, dans la mesure où un conflit transgressif ne signifie pas automatiquement utilisation de la violence. La mobilisation de 2006 est une forme hybride entre conflit contenu et conflit transgressif. Les manifestations sont par exemple légales, alors que le campement qui bloque pendant 48 jours la circulation ne l'est pas, sans pour autant utiliser la violence. López Obrador justifie le choix du *plantón* en expliquant qu'« ils oublient que si nous n'agissons pas ainsi, le mouvement est hors contrôle, et devient violent »¹¹⁶. Or, si le mouvement devenait violent et hors contrôle, il n'était plus dirigé par le PRD.

IV La Conférence nationale démocratique (CND), un répertoire d'action spécifique

Lors de la phase de radicalité, au cours de laquelle les deux camps s'affrontaient de manière frontale, la mobilisation s'était structurée autour du *plantón*. La CND va le remplacer comme l'institution centrale de la mobilisation. Cependant, la CND constitue un double processus propre à chaque mobilisation. Elle se situe dans une période de démobilisation, tout en s'inscrivant comme une « sortie » possible, pour le conflit. La CND a donné lieu à un Gouvernement légitime, composé de douze Ministres, six hommes et six femmes et López Obrador a été élu Président légitime du Mexique¹¹⁷. La CND n'aborde pas uniquement les questions liées à l'élection de 2006 et à la fraude, mais met en avant un programme politique complet. Pouvant donner lieu à une étude à part entière, nous ne nous intéresserons ici qu'à sa constitution perçue comme un débouché pour la mobilisation.

A Invoquer la légitimité

Le 15 août, López Obrador proposait la création de la CND. Il basait son appel sur l'article 39 de la Constitution mexicaine¹¹⁸, invoquant la souveraineté populaire. Le 16 septembre la CND l'élit Président légitime du Mexique. Quelques jours plus tôt, le 5 septembre, le Tribunal électoral reconnaissait la victoire légale de Calderón et déclarait ce dernier Président du Mexique. Le pays se retrouvait dès lors avec deux Présidents, ce qui plaçait le pays dans une situation d'affrontements permanents. Nous pourrions dire que le phénomène de polarisation qui touchait le Mexique depuis la campagne présidentielle de 2006, a finalement trouvé un débouché institutionnel, chaque camp disposant à sa manière de son propre gouvernement.

Un tel exemple de dualité de pouvoirs politiques n'est pas nouveau au Mexique. Au XIXème Benito Juárez avait parcouru le pays comme Président légitime constitutionnel pour dénoncer les conservateurs qui avait réussi à imposer un Président illégitime. Plus récemment, en 1988, Manuel Clouthier, du PAN, forma un gouvernement parallèle suite à la fraude électorale de Salinas de Gortari. Enfin, à la fin des années 90, l'EZLN constitua

¹¹⁶ Entretien tiré du film *Fraude*

¹¹⁷ Sur le PRD dans la CND, voir l'article de Combes Hélène, « Battre campagne avec le Président légitime du Mexique : carnet de terrain. », *Problèmes d'Amérique Latine*, hiver 2008-2009, n°71, pp.47-68

¹¹⁸ L'article 39 est relatif à la souveraineté nationale et prévoit que : « La souveraineté nationale réside par essence et originairement dans le peuple. Tout pouvoir politique émane du peuple et s'institue au bénéfice de celui-ci. Le peuple a toujours le droit inaliénable d'altérer ou de modifier la forme de son Gouvernement ». <http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/1.pdf>

la *Junta de Buen Gobierno* dans le Chiapas¹¹⁹. La constitution d'un pouvoir politique parallèle, qui concurrence le gouvernement légal, appartient donc au répertoire d'action collective de l'histoire du Mexique. Peu nombreux, ils sont mis en place dans des situations exceptionnelles et se sont conclus par des victoires ou des défaites. En cela, la CND n'est pas une invention du PRD, mais une stratégie de mobilisation hypothétique, à laquelle le PRD pouvait faire appel, et qui montre l'ampleur du conflit et son caractère inédit.

B La CND, pour quoi faire ?

Le 9 septembre López Obrador annonçait quel serait l'ordre du jour de la première rencontre de la CND qui s'est tenue le 16 septembre. Les discussions devaient porter sur quatre sujets, l'économie, la politique, la question sociale et la légalité. La CND se voulait un débouché politique à la mobilisation qui durait depuis plus de deux mois. Elle devait servir à l'institutionnalisation¹²⁰ de la lutte contre la fraude, non pas une institutionnalisation au sein même de l'Etat, mais la mise sur pieds d'une structure permanente indépendante. Cette dernière regrouperait toutes les organisations qui ont participé à la mobilisation et aurait pour objectif de réagir à l'action du Gouvernement de Felipe Calderón. Un véritable réseau potentiel se tenait prêt à se mobiliser. A cet égard, la CPBT a été dissoute avec l'annonce de la victoire de Calderón le 5 septembre. L'accord politique entre le PRD, le PT et Convergence continuait au sein d'un regroupement appelé Front Ample Progressiste (FAP), qui devait être l'organisation motrice de la CND, autour de laquelle se structureraient ses « alliés ».

Le 16 septembre, 10 résolutions furent votées par les représentants élus des milliers d'assemblées locales qui s'étaient tenues dans tout le pays. Elles prévoyaient entre autre, la non reconnaissance de Felipe Calderón, déclaraient aboli le régime politique corrompu et les privilèges, reconnaissent la victoire d'« AMLO », impulsaient un processus constituant, maintenaient la CND comme une assemblée souveraine et en faisaient un instrument de la lutte civile et pacifique.

La CND ouvre une nouvelle étape dans le conflit, c'est d'ailleurs pour cela que nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps que ces quelques pages. Nous avons parlé plus haut d'organisations politiques de la gauche radicale qui prenaient part à la mobilisation pour sauvegarder les acquis démocratiques, prélude à un changement radical de société. Edgard Sánchez, fondateur et dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) estime qu'en « convoquant une Conférence nationale démocratique le 16 septembre prochain, Andrés Manuel López Obrador place la lutte contre la fraude électorale sur un terrain totalement nouveau. Nous ne sommes plus là sur le terrain du recours juridique postélectoral, mais sur celui de la lutte politique ouverte contre les institutions actuelles »¹²¹. López Obrador a fait le choix de la radicalité et d'engager un bras de fer durable avec le Gouvernement. Cette stratégie n'a pas fait consensus au sein du PRD. La CND marque le début de la mise à l'écart de López Obrador dans le PRD, qui ne jouissant pas du soutien de courants organisés, a vu son leadership se réduire.

Edgard Sánchez a pu penser que « la CND ne doit pas réunir uniquement les partis de la coalition dirigée par le PRD ou les partisans d'AMLO. Il s'agit d'une initiative qui dépasse

¹¹⁹ Tamayo Sergio, « Dinámica de la movilización. Movimiento postelectoral y por la democracia », *art. Cit.*, p.269

¹²⁰ Pour Charles Tilly, l'institutionnalisation est une « sortie » possible pour une mobilisation, voir Tilly Charles, Tarrow Sidney, *op. cit.*, p.217-223

¹²¹ Discours prononcé le 21 août 2006 au campement du PRT dans le *plantón*. Reproduit sur le site de la revue Inprecor : <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=148>

déjà la phase du processus électoral »¹²². Or, le PRD va verrouiller le processus de sélection des représentants et imposer ses propres revendications.

C La prédominance du PRD dans la CND

Dans tout le pays, ce sont 1 025 724 personnes qui se sont inscrites sur le registre de la commission organisatrice. Elles se sont réunies localement, dans plus de 10 000 assemblées populaires pour élire des délégués qui, une fois élus, se sont rendus à Mexico le 16 septembre pour mettre en place la CND. Ce processus fait appel à des mécanismes de démocratie directe. En référence à l'article 39, la CND représente la souveraineté populaire, elle est une véritable assemblée constituante.

Cependant, la présence du PRD annihile toute représentation de la diversité des opinions. La CND « n'arrive pas à s'émanciper du PRD »¹²³. Les assemblées locales se transforment en affrontements et en règlements de compte entre les courants du parti. Les débats deviennent des oppositions entre leaders locaux et représentants de courants nationaux, entre les partisans inconditionnels d'« AMLO » et les autres. Les débats se canalisent autour de l'organisation, laissant peu de place à d'autres pour s'exprimer. D'autre part, comme l'ont été les campements, la CND symbolise une étape dans la radicalisation de la mobilisation, mais là encore seuls les militants « professionnels », au capital politique élevé, se mettent en avant. Il est extrêmement compliqué pour un militant inexpérimenté et sans affiliation partisane d'être élu représentant. La CND servait donc davantage de moyen au PRD pour trouver une sortie viable, que de créer un front large qui lutterait efficacement contre le nouveau gouvernement de Calderón :

« Cet évènement manquait de débat, on trompait les gens avec l'idée des « délégués », et surtout, on imposait des propositions que la majorité devait seulement accepter, ou pas, sans pouvoir faire quelques modifications qu'il soit. Toutes ces actions amenèrent la Convention à se convertir en un meeting grégaire d'autoconsommation, où la coupole du mouvement avait déjà décidé la direction à suivre pour les prochains mois, il fallait juste trouver un moyen de légitimation »¹²⁴.

Ce qui s'annonce comme la fin de la mobilisation n'a pas subi de modification par rapport au reste des modes d'action mis en place. Le PRD décide de la stratégie et verrouille la mobilisation en occupant l'espace politique disponible.

¹²² *Ibid.*

¹²³ Combes Hélène, « Battre campagne avec le Président légitime du Mexique : carnet de terrain », *art. cit.* p.

¹²⁴ Tamayo Sergio, « *Dinámica de la movilización. Movimiento postelectoral y por la democracia* », *art. Cit.*, p.272

Conclusion

Nous avons traité de la mobilisation postélectorale de 2006 au Mexique et de sa relation avec le PRD. Après avoir présenté en introduction les deux concepts de parti politique et mobilisation sociale et les relations éventuelles qu'ils peuvent entretenir, nous avons posé comme hypothèse de départ le fait que le parti politique, c'est-à-dire le PRD, dominait la mobilisation. Au cours de notre travail, nous avons donc cherché à montrer comment le PRD pouvait diriger et contrôler le conflit postélectoral. Pour cela, nous avons exposé dans une première partie, ce qui nous a semblé être des facteurs conjoncturels d'explication. Ainsi, nous avons vu que la campagne avait été un moment de polarisation forte de la société mexicaine et qu'elle avait été entachée d'illégalités favorisant le candidat du PAN. Cependant, le PRD a lui aussi pris part à ce processus en dépensant des sommes importantes dans la diffusion de spots de campagne « violents ». Ensuite, nous avons analysé les résultats du scrutin et vu que le PRD était devenu en 2006 la deuxième force politique du pays. Dans un second chapitre, nous avons étudié comment le PRD construit un argumentaire autour de l'idée de fraude, notamment en mettant en place une commission chargée de prouver la manipulation. Puis, nous avons défini plus précisément la notion de fraude et présenté les méthodes susceptibles d'être utilisées lors de ce scrutin. Dans un chapitre 3, nous avons analysé la biographie politique d'Andrés Manuel López Obrador, ce qui nous a paru essentiel pour introduire l'importance du leadership au sein du PRD et plus largement dans la mobilisation. La première partie a servi à montrer les facteurs objectifs d'une situation donnée, à même d'expliquer l'ampleur historique du conflit postélectoral de 2006.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes intéressés plus particulièrement au rôle du PRD dans la mobilisation. En effet, l'analyse en termes de ressources a permis de mettre en lumière l'importance du PRD dans la mise en œuvre de celles-ci, puisque le parti dispose de ressources que nous avons appelées institutionnelles et qualitatives. Nous avons insisté également sur le poids qu'ont les trajectoires militantes des dirigeants du PRD dans l'activation de réseaux larges, identifiés comme étant le milieu partisan. Pour finir, le dernier chapitre a été consacré au répertoire d'action collectif auquel a fait appel la mobilisation. Tous les modes d'action sont ceux du répertoire du PRD, ce qui lui a permis d'initier, de diriger et de contrôler les actions mises en place.

Notre hypothèse de départ, à savoir que le PRD domine la mobilisation postélectorale de 2006 est bien confirmée.

I Retour théorique sur la relation entre parti politique et mobilisation sociale

Au travers de l'étude que nous avons faite de la lutte postélectorale de 2006, nous avons mis en relief un cas possible de relation entre un parti politique et une mobilisation sociale. Notre étude a confirmé l'hypothèse que le PRD dominait la mobilisation. Nous voudrions

maintenant revenir d'un point de vue théorique sur les mécanismes de cette relation. Sept grands facteurs nous semblent à même d'expliquer cela. Ces sept éléments sont ceux relatifs à la mobilisation postélectorale de 2006 au Mexique et au PRD. La liste n'est peut être pas exhaustive, seule d'autres études peuvent mettre au jour de nouveaux facteurs. :

- *Le parti politique cause de la mobilisation* : un parti a plus de chance de mobiliser autour de sa personne s'il est concerné directement par ce contre quoi il lutte. Il peut s'agir d'une dissolution de la part des autorités, de procès à l'encontre des ses dirigeants ou de fraude électorale.

- *Les ressources quantitatives du parti politique* : mises en œuvre par le parti, elles permettent un développement rapide de la mobilisation. Ces ressources sont le nombre de militants, les ressources économiques, l'accès aux média...

- *La relation du parti politique au mouvement social* : nous avons dit en introduction qu'une mobilisation était une des actions collective participant à un mouvement social plus large. Si un parti politique est historiquement acteur d'un mouvement social, les chances qu'il dirige une mobilisation à un moment donné sont de fait plus élevées.

- *La trajectoire des militants comme ressource fondamentale* : ce deuxième facteur est intimement lié au précédent. En effet, la participation active d'un parti politique à un mouvement social favorise l'augmentation du capital politique des militants qui peut s'exprimer au cours d'une mobilisation. Les membres d'un parti ont donc un rôle important pour que l'organisation à laquelle ils appartiennent puisse maîtriser une mobilisation. Ce facteur résulte d'un processus inconscient, l'histoire partisane qui englobe tous les militants, et d'un processus conscient, la stratégie adoptée mise en place à un moment donné par les dirigeants.

- *L'émergence d'un leader*: un leadership fort, permet de rassembler autour de sa personne et donc autour du parti politique auquel il appartient. Les trois formes de pouvoir, au sens de Max Weber, peuvent fonder la légitimité du leader. Il peut tout d'abord hériter de la légitimité politique familiale, pensons à un fils ou une fille d'homme politique célèbre. Il peut ensuite fonder son pouvoir sur un charisme fort. Enfin, un leader politique peut baser son pouvoir sur une légitimité légale-rationnelle qui serait le résultat d'un processus de sélection par les urnes. La légitimité des urnes peut être la conséquence d'un processus interne au parti pour son contrôle ou externe face aux concurrents politiques.

- *La construction d'un sentiment identitaire fort* : en lien avec la question du leadership, un parti politique peut construire une identité sociale qui peut être à la fois moteur et objectif de la mobilisation. Moteur car les mobilisés peuvent s'engager dans l'action collective au nom d'un parti, alors que l'objectif peut être la satisfaction des revendications portées par ce même parti.

- *L'absence de démocratie effective* : elle verrouille l'expression des individus ou groupes au sein même de la mobilisation et annihile toute éventuelle opposition aux stratégies et orientations adoptées par le parti dominant. Nous pourrions nous demander si elle résulte de la domination du parti politique sur la mobilisation, ou, si confisquer par le parti, elle est un moyen conscient pour lui de conserver sa position. C'est en fait une relation dialectique qui s'engage entre ces deux explications. La mise en œuvre du répertoire d'action collective, dans lequel la démocratie interne est écartée, est un choix conscient qui renforce l'emprise du parti sur la mobilisation et donc réduit l'importance de « lieux » de décision indépendants. En imposant par en-haut ses orientations, son « savoir-faire », un parti politique rend presque obsolète le besoin démocratique.

II Limites et pistes à approfondir

Sans aucun travail de terrain, une telle étude comporte de nombreuses limites. Fonder uniquement sur des ressources bibliographiques et un témoignage vidéo forcément subjectif, notre travail ne peut être exhaustif. Il s'agirait pour compléter, de mener une série d'entretiens avec des acteurs de la mobilisation. Interviewer des cadres du PRD permettrait notamment de comprendre les raisons qui ont poussé à l'adoption du répertoire d'action collective mis en œuvre. D'autre part, nous cernerions les divergences possibles qui ont pu traverser l'organisation entre les partisans « inconditionnels » de López Obrador et d'autres courants. Pour compléter et illustrer l'hypothèse du manque de démocratie que nous avons mis en avant, il faudrait par exemple diriger des entretiens avec d'autres organisations, autres que le PRD, comme le PRT ou les associations engagées dans le conflit. Enfin, il serait intéressant d'étudier le campement d'une délégation (par exemple la délégation Cuauhtémoc) en insistant sur les relations qui se sont forgées entre les différentes organisations présentes (PRD, associations, syndicats et autres...).

Bibliographie

Ouvrages

- Combes Hélène, *De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique (1989-2000)*, thèse de doctorat, Université Paris III, IHEAL, 2004
- Couffignal Georges (dir), *Réinventer la démocratie, le défi latino-américain*, Presse de Sciences Po, Paris, 1992, 330 p.
- Fillieule Olivier, Mathieu Lilian, Péchu Cécile (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presse de Sciences Po, Paris, 2009, 651 p.
- Haegel Florence (dir), *Partis politiques et système partisan en France*, Presse de Sciences Po, Paris, 2007, 400 p.
- Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. Repères, 2005, 4^{ème} édition, 126 p.
- O'Donnell Guillermo, Schmitter Philippe, *Transiciones desde un gobierno autoritario*, tomo 4 « Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas », Paidós, Buenos Aires, 1988, 1ra Edición, 127p.
- Offerlé Michel, *Les partis politiques*, PUF, 2008, 128p.
- Tilly Charles, Tarrow Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, 396 p.

Articles

- Borjas Benavente Adriana, « Liderazgos carismáticos e institucionalización política : el caso del Partido de la revolución democrática », *Confines*, n°1, janvier-juin 2005, pp.
- Combes Hélène, « Battre campagne avec le président légitime du Mexique », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°71, hiver 2008-2009, pp.47-67
- Combes Hélène, « De la rue au Palais municipal. La gestion des conflits sociaux par le PRD à Mexico (1997-1998) », *Cahier d'Amérique Latine*, n°33, pp.153-172
- Combes Hélène, « Des militants par intermittence ? Le Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) », *Critique internationale*, n°30, janvier-mars 2006, pp.145-160

- Nassif Alberto Aziz, « El retorno del conflicto : elecciones y polarización política en México », *Desacatos*, n°24, mai-août 2007, pp.13-54
- Palma Esperanza, Balderas Rita, « Desarrollo electoral y estrategia del PRD en el 2006 », *El Cotidiano*, n°141, pp.38-43
- Prud'homme Jean-François, « Le PRD : une institutionnalisation difficile », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°55, hiver 2004-2005, pp.37-63
- Seiler Daniel-Louis, « Le mode de scrutin fait-il l'élection ? », in P. Delwitt et J-M de Waele (dir), *Le mode de scrutin fait-il l'élection ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000, pp.21-36
- Tamayo Sergio, « Dinámica de la movilización : movimiento postelectoral y por la democracia », *Desacatos*, n°24, mai-août 2007, pp.249-274

Sites internet

- Site internet du Parti de la révolution démocratique www.prd.org.mx
- Site internet d'Andrés Manuel López Obrador www.amlo.org.mx
- Site internet du journal *El Universal* www.eluniversal.com.mx
- Site internet du journal *La Jornada* www.jornada.unam.mx

Autres sources

- Declaración de principios del Partido de la revolución democrática*, in www.prd.org.mx, 8 p.
- Estatutos del Partido de la revolución democrática*, in www.prd.org.mx, 63 p.
- Mandoki Luis (réalisateur), *Fraude*, 2006

Annexes

Annexe 1 : Chronologie de la mobilisation contre la fraude

Juillet 2006

2 Jour du scrutin présidentiel. López Obrador et Felipe Calderón sont au coude à coude, l'IFE n'annonce pas de vainqueur.

3 « AMLO » dénonce une manipulation du système de comptage des voix et exige le recompte voix par voix et urne par urne.

6 López Obrador annonce qu'il ne reconnaitra pas les résultats et qu'il appelle à une Première Assemblée Informatrice pour le 8 juillet.

8 Première Assemblée Informatrice lors de laquelle 500 000 personnes sont présentes. Obrador appelle à une mobilisation nationale pacifique.

12 300 marches partent des 300 districts électoraux du pays en direction de Mexico.

13 le PRD dépose 355 recours devant le tribunal électoral (TEPJF).

16 les marches convergent sur le Zócalo de Mexico où se déroule la Seconde Assemblée Informatrice. Plus d'1 millions de personnes sont présentes.

19 López Obrador s'engage à stopper la mobilisation si Calderón accepte le recompte des voix.

30 2 millions de personnes assistent à la Troisième Assemblée Informatrice. Obrador annonce l'installation du *plantón* sur le Zócalo et les rues alentours jusqu'à la décision du tribunal électoral.

Août 2006 :

5 le TEPJF annonce le recompte de seulement 9% des suffrages. Obrador s'oppose et appelle à continuer la mobilisation.

6 Marcelo Ebrad, chef du Gouvernement de Mexico, crée six comités pour superviser le campement et instaure un règlement intérieur.

11 La Coalition pour le Bien de Tous sollicite le TEPJF pour l'annulation de 4 mille urnes.

15 « AMLO » appelle à la création de la Conférence Nationale Démocratique (CND) sur les bases de l'article 39 de la Constitution mexicaine.

27 López Obrador propose au peuple de créer ses propres institutions.

30 Obrador refuse la négociation et tout éventuel Gouvernement de coalition.

Septembre 2006 :

4 le TEPJF déclare Felipe Calderón Hinojosa vainqueur de l'élection présidentielle. López Obrador déclare continuer la mobilisation.

5 la CPBT est officiellement dissoute. López Obrador abandonne le thème de la fraude électorale pour celui de la CND et des institutions.

9 Obrador précise le rôle de la CND et présente les grands axes de discussions : économie, politique, question sociale et légalité.

13 Création du Front Ample Progressiste (FAP) composé du PRD du PT et de Convergence.

14 la CND nomme « AMLO » président légitime, entrera en fonction le 20 novembre.